



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête en
expulsion - Gens du voyage 220 rue
Montels l'église"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier tendant à l'expulsion d'un groupe de gens du voyage occupant sans autorisation les abords de la voirie située au 220 rue Montels l'Eglise à Montpellier.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8 oct. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 08/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-61276-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08/10/18

Réception en Préfecture : 08/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au
Marché 4047UA15 - Marché de gérance
d'un ensemble immobilier à usage
d'ateliers relais à Prades-le-Lez -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION ;
- **VU** la décision attribuant le marché n° 4047UA15 d'un marché de gérance d'un ensemble immobilier à usage d'ateliers relais à Prades-le-Lez au profit de la SERM pour un montant forfaitaire annuel de 21 000 euros HT pour une durée de 3 ans.

Considérant :

- Que le marché qui devait se terminer le 30/09/2018 sera prolongé par le présent avenant jusqu'au 31/03/2019 afin d'assurer la continuité des prestations objet du présent marché car la

procédure de consultation pour renouveler le marché est en cours de définition mais ne sera pas notifié avant la date de fin du premier marché.

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché de gérance d'un ensemble immobilier à usage d'ateliers relais à Prades-le-Lez au profit de la SERM, avenant d'un montant de 3 500 € HT.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9 oct. 2018

Signé.

Madame la Vice-Présidente déléguée

Chantal MARION

Publiée le : 09/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-60670-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 09/10/18

Réception en Préfecture : 09/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Occupation
illicite - voirie rond-point rue Louis
LEPINE, Impasse Gérard DUPONT et
Avenue Albert Einstein à PEROLS"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier tendant à l'expulsion d'un groupe de gens du voyage occupant sans autorisation les voiries rond-point rue Louis LEPINE, Impasse Gérard Dupont et Avenue Albert Einstein sises sur la commune de Pérols.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8 oct. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 08/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-60418-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08/10/18

Réception en Préfecture : 08/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête en
expulsion - Aire d'accueil des Gens du
voyage de Lattes"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier tendant à l'expulsion de deux groupes de gens du voyage occupant sans autorisation l'aire d'accueil de gens du voyage "Saporta" sise sur la commune de Lattes.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8 oct. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 08/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-60404-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08/10/18

Réception en Préfecture : 08/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "CLARET
Olivier - requête 18MA04258"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille suite au dépôt de la requête n°18MA04258 le 14 septembre 2018 par Monsieur Olivier CLARET contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1700084 du 17 juillet 2018 rejetant sa demande d'annulation de la décision du 10 novembre 2016 par laquelle Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a exercé son droit de préemption à l'encontre de la parcelle cadastrée BB n°184 sise à Vendargues.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Palies, Noy, Gauer et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8 oct. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 08/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-60060-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08/10/18

Réception en Préfecture : 08/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "requête
n°1804445-1 TA - Jean-Claude
CANADAS"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts consécutivement au dépôt de la requête n°1804445-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Jean-Claude CANADAS le 12 septembre 2018 contre la décision implicite de rejet opposée par la Métropole de MONTPELLIER, née le 6 août 2018, suite au recours gracieux introduit par Monsieur CANADAS le 5 juin 2018 et reçu le 6 juin 2018 sollicitant le raccordement aux réseaux incendie/eau potable de sa propriété cadastrée AP n°151 sise sur le territoire de la commune de Saint Georges d'Orques.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats PARME.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8 oct. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 08/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-59694-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08/10/18

Réception en Préfecture : 08/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Projets Stratégiques Transversaux

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°7 du
mandat d'études préalables à la SA3M -
Site stratégique Plaine du Colombier -
Commune de Baillargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION, dans les domaines « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech, artisanat, Planification urbaine (SCoT, PLUi) »,

- **VU** la délibération n°9173 du 28 octobre 2009 par laquelle le Conseil a approuvé les statuts de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), ainsi que sa prise de participation en qualité d'actionnaire majoritaire,
- **VU** la délibération n°9501 du 27 mai 2010 confiant à la Société d'Aménagement de Montpellier (SAAM) devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) un mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur de la Mourade (Plaine du Colombier) à Baillargues, pour un montant prévisionnel de 250 000 € et une rémunération de 50 000 €,
- **VU** la décision n°2012-90 approuvant la conclusion d'un avenant n°1 au mandat signée le 8 mars 2012,
- **VU** la décision n°2013-462 approuvant la conclusion d'un avenant n°2 au mandat signée le 2 octobre 2013 augmentant la durée du mandat jusqu'au 3 août 2015,
- **VU** la décision n°2014-857 approuvant la conclusion d'un avenant n°3 signée le 11 mars 2015 et concernant la mobilisation d'une avance supplémentaire,
- **VU** l'avenant n°4 signé le 9 décembre 2015 augmentant la durée du mandat jusqu'à la fin 2016,
- **VU** la décision n°2016-238 approuvant la conclusion d'un avenant n°5 signée le 14 avril 2016 concernant la réalisation du dossier de DUP et de DIG et un montant supplémentaire de 59 000 € HT,
- **VU** la décision n°2016-728 approuvant la conclusion d'un avenant n°6 signée le 10 janvier 2017 augmentant la durée du mandat jusqu'au 31 décembre 2017,

CONSIDERANT qu'à ce jour, les procédures administratives sous maîtrise d'ouvrage SNCF réseau au titre de la réalisation du pôle d'échanges Multimodal et de la suppression du passage à niveau 33 ne sont pas finalisées (enquête publique du dossier unique). Par conséquent, les procédures liées à la réalisation de l'allée alluviale sont également retardées.

CONSIDERANT qu'il convient en conséquence de reprendre les études engagées en 2016 sur ce sujet.

CONSIDERANT qu'il convient en conséquence de prolonger la durée du mandat.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°7 est passé avec la SA3M pour le mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur de la Mourade (Plaine du Colombier) à Baillargues.

ARTICLE 2 : Le présent avenant prolonge les délais du mandat qui expirera le 1^{er} juin 2019.

ARTICLE 3 : La rémunération du mandataire est portée à 171 000 € HT soit une augmentation de 55 000 € HT.

Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9 oct. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION**

Publiée le : 09/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-59543-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 09/10/18

Réception en Préfecture : 09/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au
marché n°3985RI15 de mise en œuvre de
réseaux sans fil et prestations associées
pour les équipements sportifs de
Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération n°12200 du Conseil en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international et Artisanat » ;
- **VU** la décision n°D2015-552 attribuant le marché n°3985RI15 de mise en œuvre de réseaux sans fil et prestations associées pour les équipements sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole, à

l'entreprise ORANGE, pour un montant maximum de 240 000 € TTC, et pour une durée de 3 ans à compter du 28 octobre 2015 ;

CONSIDÉRANT :

- Qu'il est nécessaire de prolonger ce marché de 6 mois pour avoir le temps d'établir un nouveau marché incluant l'ensemble des établissements de Montpellier Méditerranée Métropole, pour un accès internet et wifi en direction des journalistes, des événements et du public ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°3985RI15 de mise en œuvre de réseaux sans fil et prestations associées pour les équipements sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole avec l'entreprise ORANGE, 30 avenue Marcel Dassault, 31506 TOULOUSE Cedex, d'un montant de vingt-quatre mille euros TTC (24 000 € TTC). Le marché est prolongé de 6 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9 oct. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION**

Publiée le : 09/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-59545-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 09/10/18

Réception en Préfecture : 09/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "TGI
Occupation irrégulière parcelle cadastrée
AL 12 Villeneuve-lès-Maguelone"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **VU** l'occupation irrégulière d'une portion de voirie située à Villeneuve-lès-Maguelone par la Société Europe Bâti Charpente,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier tendant à l'expulsion de la société Europe Bâti Charpente, représentée par Monsieur José Aguiar, pour occupation irrégulière d'une portion de voirie consécutivement à la construction d'un mur de clôture au droit de la parcelle cadastrée AL12 sise au 12 rue des Ibis à Villeneuve-Lès-Maguelone, propriété de cette même société.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8 oct. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 08/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-58346-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08/10/18

Réception en Préfecture : 08/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant à
l'autorisation d'occupation du domaine
public militaire dans le cadre de la
réalisation des travaux d'aménagement du
centre d'art contemporain "Montpellier
Contemporain (MoCo)" au sein de l'Hôtel
Montcalm de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** la délibération n°13898 en date du 30 juin 2016, entérinant notamment le programme général du centre d'art contemporain sur le site l'Hôtel Montcalm,
- **VU** l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public militaire signée le 21 mars 2018 portant sur la parcelle cadastrée HM n°509, sise rue Pagézy à Montpellier dans le cadre de la réalisation des travaux d'aménagement du centre d'art contemporain (MoCo),

- **CONSIDERANT** la nécessité de signer un avenant à l'autorisation d'occupation temporaire consentie par le ministère des armées le 21 mars 2018, pour l'occupation d'une emprise supplémentaire neutralisant 5 places de parking pendant une durée de 3 semaines, hors du périmètre de la première autorisation d'occupation temporaire, sur la parcelle cadastrée HM n°509 sise rue Pagézy à Montpellier appartenant au Ministère de la Défense et relevant de son domaine public, pour permettre l'installation d'une grue de levage indispensable dans le cadre des travaux d'aménagement d'un centre d'art contemporain sur le site de l'Hôtel Montcalm,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe un avenant à l'autorisation d'occupation temporaire du 21 mars 2018, portant sur une emprise supplémentaire neutralisant 5 places de parking de la parcelle cadastrée HM n°509, sise rue Pagézy à Montpellier appartenant au Ministère de la Défense et relevant du domaine public militaire.

ARTICLE 2 : L'autorisation d'occupation temporaire est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au chapitre 903 du budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'avenant à l'autorisation d'occupation temporaire visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 nov. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 12/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-66404-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/11/18

Réception en Préfecture : 12/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la désaffectation
définitive des trois emprises -ZAC
Nouveau Saint Roch- rue du Grand Saint
Jean - Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** le code de la voirie routière et notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- **VU** la décision n° D2017-1055 en date du 15 janvier 2018 relative au déclassement du domaine public de trois emprises – ZAC Nouveau Saint Roch rue du Grand Saint Jean – suite à l'enquête publique – Commune de Montpellier,
- **VU** le procès-verbal de constat établi par un huissier de justice en date du 24 octobre 2018 sur la fermeture au public de trois emprises situées rue du Grand Saint Jean à Montpellier, pour une superficie totale de 53 m², à savoir une partie du trottoir et une partie de la voie,
- **CONSIDERANT** que la décision n° D2017-1055 en date du 15 janvier 2018, portant sur le déclassement du domaine public, prévoit une désaffectation a posteriori dans un délai maximum de 3 ans à compter du 12 juillet 2017,

- **CONSIDERANT** que la fonction de desserte ou de circulation de la voie n'est plus assurée sur une partie du trottoir et sur un tronçon de la voie rue du Grand Saint Jean à Montpellier, comme le mentionne le constat d'huissier établi le 24 octobre 2018,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation définitive des trois emprises situées rue du Grand Saint Jean à Montpellier pour une superficie totale de 53m².

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole confirme que les trois emprises désaffectées et déclassées du domaine public sont bien intégrées au domaine privé de la Métropole.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 nov. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 12/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-65510-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/11/18

Réception en Préfecture : 12/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête
n°1805097-4TA - SARL AO 34"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** la requête n°1805097-4 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 24 octobre 2018 par la SARL AO 34 contre la décision du Président du 25 juillet 2018 approuvant le principe du recours à la procédure de transfert d'office de la parcelle cadastrée AS n°227 sise à Castelnau-le-Lez dans le domaine public métropolitain,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1805097-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 24 octobre 2018 par la SARL AO 34.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « PARME ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 6 nov. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 06/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-64860-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06/11/18

Réception en Préfecture : 06/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution d'un
marché de prestations d'architecte-
urbaniste-paysagiste coordinateur dans le
cadre des études préalables et du suivi de
l'aménagement d'un parc d'activités sur la
commune de Sussargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la délibération du Conseil n°14772 en date du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur à Monsieur Gilbert PASTOR dans les domaines des « Relations internationales, du tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain » ;
- **VU** la convention de mandat en date du 8 janvier 2018 au bénéfice de la SA3M.

CONSIDERANT :

- qu'il convient de disposer de prestations d'architecte-urbaniste-paysagiste coordinateur dans le cadre des études préalables et du suivi de l'aménagement d'un parc d'activités sur la commune de Sussargues (site Jules RIMET).
- qu'une consultation en procédure adaptée ouverte, avec faculté de négociation avec les 4 offres économiquement les plus avantageuses, a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché d'accord cadre à bons de commande pour une durée de 96 mois soit 8 ans, avec possibilité de prorogation et / ou de transfert à un futur aménageur.
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeurs techniques pour 60% appréciée sur la méthodologie proposée, l'adéquation des intervenants proposés par le prestataire sur la base de la note d'organisation, l'adéquation entre temps passé/prix/ mission à accomplir et critère prix pour 40 %.
- Qu'après analyse, le groupement Studio Méditerranée d'Urbanisme (SMU - Maxime SERRADO) / ORTA paysage / Eric DURAND Consultant / TEMAH Etude, sis pour SMU au 121, Ignace PLEYEL, 34 070 Montpellier, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché de mission urbanisme, paysage et programmation « diagnostic urbanistique – fiches de secteur – urbanisme réglementaire » Sussargues Jules RIMET au groupement Studio Méditerranée d'Urbanisme (Maxime SERRADO) / ORTA paysage / Eric DURAND Consultant / TEMAH Etude, co-traitants, pour un montant estimatif de 131 355 euros HT.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Métropole, chapitre 906.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 nov. 2018

Signé.

Monsieur le Vice-Président délégué

Gilbert PASTOR

Publiée le : 12/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-64777-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/11/18

Réception en Préfecture : 12/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Administration des Ressources Humaines
Unité carrière/retraite portefeuille Métropole

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Décision portant sur la mise à disposition de Monsieur Julien FOURNEL

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- **VU** le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération n°12720 du 12 janvier 2015, relative à l'élection de Madame Régine ILLAIRE, en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** la délibération du Conseil relative aux délégations permanentes, notamment celle d'adopter les conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;
- **VU** l'Arrêté portant délégation de fonctions à Madame Régine ILLAIRE, dans le domaine des « Ressources Humaines » ;
- **CONSIDERANT** que Monsieur Julien FOURNEL a sollicité sa mise à disposition auprès de la Ville de Montpellier à compter 1^{er} janvier 2018 puis auprès de Montpellier Contemporain, Etablissement Public de Coopération Culturelle, à compter du 1^{er} juillet 2018,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Monsieur Julien FOURNEL, Ingénieur principal, est mis à disposition à 70 % auprès de la Ville de Montpellier du 1er janvier 2018 au 30 juin 2018 et à 100% auprès de MONTPELLIER COntemporain jusqu'au 31 décembre 2019.

ARTICLE 2 : Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente déléguée au Ressources Humaines est autorisée à signer les conventions de mise à disposition individuelle visées à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 nov. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 12/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-64627-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/11/18

Réception en Préfecture : 12/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles cadastrées CC n° 64p, CC n°68p
et CCn°72p - Commune de Clapiers**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Jean-Marc LUSSERT en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU le courrier en date du 12 septembre 2018 par lequel la SA3M s'engage à céder à Montpellier Méditerranée Métropole les parties de parcelles cadastrées CC n° 64, d'une emprise de 128 m², CC n°68, d'une emprise de 11782 m² et CC n° 72 d'une emprise de 312 m², situées lieudit. Les Moulières à Clapiers pour un montant total de 176 758 €, nécessaires à la réalisation d'un bassin de rétention,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSERT dans le domaine « de la prévention des risques majeurs et à la gestion des milieux aquatiques »,

- **VU** l'avis des services de France Domaine en date du 16 août 2018,

- **CONSIDERANT** que ces parties de parcelles sont nécessaires à la réalisation d'un bassin de rétention dénommé BR 2 dans le cadre de la protection contre les inondations du ruisseau des canaux à Clapiers,

DECIDE

ARTICLE 1 : La décision n° MD2018-903 du 19 octobre 2018 est abrogée.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SA3M les parties de parcelles cadastrées CC n°64, d'une emprise de 128 m², CC n°68, d'une emprise de 11 782 m² et CC n°72 d'une emprise de 312 m², situées lieudit Les Moulières à Clapiers.

ARTICLE 3 : L'acquisition interviendra pour un montant total de 176 758 € toutes indemnités comprises, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur. Le montant détaillé de l'acquisition est :

- 8312 m² en zone Nr pour un montant de 66 496 €,
- 3910 m² en zone IIAU3a pour un montant HT de 91885 € + TVA d'un montant de 18 377 €.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9 nov. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 09/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-64491-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 09/11/18

Réception en Préfecture : 09/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché
n°2127 - Travaux d'amélioration des
installations de captage et de valorisation
du biogaz de l'unité de méthanisation
Amétyst - Marché public de Contrôle
technique - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la « Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public » ;
- **VU** la convention de mandat (délibération n°11882 en date du 24 septembre 2013) confiant à la SA3M la conception et réalisation de travaux d'amélioration des installations biogaz de l'unité de méthanisation Amétyst ;

CONSIDÉRANT :

- que la Métropole a confié par mandat à la SERM la réalisation des travaux d'amélioration des installations de captage et de valorisation du biogaz de l'unité de méthanisation Amétyst. Dans le cadre de ce projet, un marché de contrôle technique a été conclu le 21 juin 2017 avec la société DEKRA INDUSTRIAL SAS ;
- que le montant forfaitaire de cette mission de contrôle technique (Tranche Ferme + Tranche Optionnelle (contrôleur technique en phase d'études, de travaux et de Garantie de parfait Achèvement au niveau des événements des digesteurs)) a été fixé à 50 970,00 € HT (61 164,00 € TTC) ;
- que le programme des travaux d'amélioration des installations de biogaz ayant évolué depuis la date de notification du marché (déplacement des torchères notamment, non intervention sur les événements des digesteurs), il est apparu nécessaire d'adapter le périmètre et la nature des missions de contrôle technique ;
- que la passation d'un avenant n°1 au marché de contrôle technique des travaux d'amélioration des installations biogaz de l'unité de méthanisation Amétyst est nécessaire, avec pour objet :
 - de modifier l'objet de la tranche optionnelle, initialement décrite dans le marché du contrôleur technique qui concernait la création d'événements au niveau des digesteurs ;
 - de confier une mission « ATEX » au contrôleur technique afin de prendre en considération la modification de l'emplacement des torchères ;
 - de confier une mission « Etude Technique Foudre » au contrôleur technique.

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n° 1 au marché de contrôle technique des travaux d'amélioration des installations biogaz de l'unité de méthanisation Amétyst à l'entreprise DEKRA. Le montant du marché initial n'est pas modifié.

La durée prévisionnelle du marché, concernant la tranche optionnelle est modifiée à trois mois à compter de la date de notification du présent avenant.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 nov. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAL**

Publiée le : 12/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-64389-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/11/18

Réception en Préfecture : 12/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature du marché
subséquent N°5023A05 relatif aux travaux
de réfection de chaussée et trottoirs avenue
Joseph Maurin à Pignan**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Pierre DUDIEUZERE en qualité,
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Pierre DUDIEUZERE dans les domaines de la voirie et de l'espace public ;
- **VU** la décision n°MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'appel d'offres dans sa séance du 13 Mars 2018 ;
- **CONSIDERANT :**

- qu'un besoin de travaux de réfection de chaussée et trottoirs avenue Joseph Maurin à Pignan doit être couvert sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17, sous la forme d'un marché subséquent, pour un délai maximum de 1,5 mois de travaux, période de préparation de 30 jours non comprise ;
- que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants, prix des prestations : 50 %, valeur technique au regard du mémoire technique : 50 % ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché subséquent n°5023A05 relatif aux travaux de réfection de chaussée et trottoirs avenue Joseph Maurin à Pignan à l'entreprise COLAS, sise à Saint Jean de Védas pour un montant estimatif de 86 636,40 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Le délai d'exécution part de l'ordre de service de démarrage des prestations. Sa durée est de 1,5 mois, période de préparation de 30 jours non comprise.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 nov. 2018

Signé.

**Monsieur le Vice-Président délégué
Pierre DUDIEUZERE**

Publiée le : 12/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-64365-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/11/18

Réception en Préfecture : 12/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société OWNR dans
l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier : la SAS OWNR, représentée par Monsieur Aziz SLASSI, est un centre d'appels. Elle est candidate à la location des lots B02G et B08F d'une surface totale de 1 109 m² à compter du 26 octobre 2018, jusqu'à démolition de l'immeuble (qui n'interviendra pas avant le 31 décembre 2021).

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société OWNR ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 nov. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 12/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-64188-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/11/18

Réception en Préfecture : 12/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société TENDANCE
MENUISERIE dans les Ateliers Relais de
Prades-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans Les Ateliers Relais de Prades-le-Lez : la société TENDANCE MENUISERIE, représentée par Monsieur Alexandre SARZIER est une SARL dont l'activité est la menuiserie bois.
Actuellement locataire du lot A01 de 105 m², elle est candidate au renouvellement de son bail pour une période 36 mois. L'entreprise projette un effectif de 1 personne dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société TENDANCE MENUISERIE ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 5 nov. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 05/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-64107-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05/11/18

Réception en Préfecture : 05/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
SOLEGE au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Alpha**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ; ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention ;
- **VU** la délibération du Conseil n°15124 du 20 décembre 2017 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2018 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha ;

- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et Innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi), l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme» ;
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 30 octobre 2015 passée entre la Métropole et la société SOLEDGE pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société SOLEDGE n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société SOLEDGE pour une période de douze mois à compter de sa notification.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société SOLEDGE pour la surface de 104,05 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 1 126,86 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°15124 du Conseil en date du 20 décembre 2017.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 nov. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 12/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180101-64086-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/11/18

Réception en Préfecture : 12/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire

Décision n° MD2018-969

l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société NG
PROMOTION dans la Zac Cambacérès 1
à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agrément les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC CAMBACÈRES 1 : la société NG PROMOTION est candidate à l'acquisition, auprès de 3M, du lot C6 de 709 m² pour la réalisation d'un programme immobilier (logements collectifs en accession libre, logements collectifs en accession abordable, logements collectifs en locatif social). La surface de plancher maximale est de 4 500 m² (environ 55 à 60 logements selon les objectifs du PLH).

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société NG PROMOTION ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 nov. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 12/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-64068-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/11/18

Réception en Préfecture : 12/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature du groupement EIFFAGE
IMMOBILIER/ANGELOTTI
PROMOTION dans la Zac Cambacérès 1
à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature du groupement ci-après, présenté par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC CAMBACÈRES 1 : les sociétés EIFFAGE IMMOBILIER et ANGELOTTI PROMOTION sont candidates à l'acquisition, auprès de 3M, du lot C4 de 1 006 m² pour la réalisation d'un programme immobilier (logements collectifs en accession libre, logements collectifs en accession abordable, logements collectifs en locatif social). La surface de plancher maximale est de 8 500 m² (environ 125 à 130 logements selon les objectifs du PLH).

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature du groupement EIFFAGE IMMOBILIER / ANGELOTTI PROMOTION ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 nov. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 12/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-64060-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/11/18

Réception en Préfecture : 12/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Régie de Collecte

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°5128terVD18 concernant la "fourniture
d'un système de vidéo protection et
d'alarme intrusion pour la Régie de
collecte des déchets ménagers de Pignan" -
Attribution - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine « Prévention et valorisation de déchets et propreté de l'Espace public »,

CONSIDERANT :

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commandes, pour une durée de 14 mois ferme à compter du 19/11/2018 ou de sa notification si celle-ci est postérieure au 19/11/2018,

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

1. Le critère prix, 40% qui sera analysé au regard du DQE (Détail Quantitatif Estimatif)
2. Le critère valeur technique, 60% qui sera analysé au regard du mémoire technique suivant :
 - Equipements centraux (Management, enregistreurs) 15%
 - Equipements d'extrémités (caméras) 15%
 - Méthodologie et planning prévisionnel de déploiement 15%
 - Garantie technique, maintenance (moyens, délais, procédures) 15%

- qu'après analyse, l'entreprise IPERION, Parc d'Activités de la Peyrière - Place de la Méditerranée - 34430 SAINT JEAN DE VEDAS, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché « fourniture d'un système de vidéo protection et alarme intrusion pour la Régie de collecte des déchets ménagers de Pignan » à l'entreprise IPERION, pour un montant de 24 129,50 euros HT.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerrané Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 nov. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAL**

Publiée le : 12/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-64397-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/11/18

Réception en Préfecture : 12/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au dépôt des autorisations
d'urbanisme nécessaires à l'aménagement
des aires d'accueil des gens du voyage sur
le territoire de la Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable,
- **VU** la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Annie YAGUE en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Annie YAGUE dans le domaine de la cohésion sociale, la politique de la Ville, la lutte contre les discriminations, l'insertion par l'emploi, aux aires d'accueil des gens du voyage, la gestion des temps, l'accessibilité, l'autonomie et du handicap.
- **CONSIDERANT** la nécessité de déposer des autorisations d'urbanisme pour permettre l'aménagement des aires d'accueil des gens du voyage sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole autorise le dépôt des autorisations d'urbanisme nécessaires à l'aménagement des aires d'accueil des gens du voyage sur la parcelle cadastrée H n°249, sise sur la commune de Castries - sur les parcelles cadastrées BD n°10 et BD n°12, sises sur la commune de Courdonterral - sur la parcelle cadastrée OC n°01, sise sur la

commune de Montpellier - sur les parcelles cadastrées AB n°31 et AB n°34, sises sur la commune de Castelnau-le Lez - sur les parcelles cadastrées BS n°11, BS n°24, BS n°25 et BS n°33, sises sur la commune de Saint-Jean-de-Védas - sur les parcelles cadastrées BE n°06, BE n°08 et BE n°36, sises sur la commune de Fabrègues.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer les autorisations d'urbanisme visées à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 5 nov. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 05/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-63685-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05/11/18

Réception en Préfecture : 05/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°2127 -
Conception et réalisation de travaux
d'amélioration des installations biogaz de
l'unité de méthanisation Amétyst - Avenant
n°2 - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la « Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public » ;
- **VU** la convention de mandat (délibération n°11882 en date du 24 septembre 2013) confiant à la SA3M la conception et réalisation de travaux d'amélioration des installations biogaz de l'unité de méthanisation Amétyst ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire de passer un avenant pour :

- d'une part, d'approuver les études de projet,
- d'autre part, d'arrêter le coût prévisionnel définitif des travaux au stade des études de projet (phase « PRO » de la mission de maîtrise d'œuvre), en application de l'article 4 de l'acte d'engagement (« Engagement sur le coût des travaux »),
- enfin, d'arrêter au même stade le montant définitif du prix global et forfaitaire rémunérant le maître d'œuvre pour l'ensemble du marché public, en application de l'article 6 de l'acte d'engagement (« Montant des honoraires »).

- que le montant définitif du prix global et forfaitaire rémunérant le maître d'œuvre pour l'ensemble du marché est arrêté au montant inchangé, figurant à l'article 3 de l'avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre soit :

- Montant du marché (en € H.T.) : 224 603, 00 € H.T.
- Montant de la TVA (taux 20%) : 44 920, 60 € H.T.
- Montant du marché (en € T.T.C.) : 269 523, 60 € T.T.C.

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n° 2 au marché de maîtrise d'œuvre des travaux d'amélioration des installations biogaz de l'unité de méthanisation Amétyst, dont le titulaire est la société NALDEO.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 nov. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAL**

Publiée le : 12/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-63682-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/11/18

Réception en Préfecture : 12/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée (3M)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Décision relative au marché de maîtrise d'œuvre - Cimetière métropolitain

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Laurent JAOUL en qualité de Vice-Président ;
- **VU** la délibération n°13245 en date du 30 septembre 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a défini les critères relatifs à la compétence « Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain » ;
- **VU** la délibération n°15012 en date du 27 novembre 2017 approuvant le programme et le lancement de l'opération de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier ;
- **VU** la délibération n°9173 du 28 octobre 2009 par laquelle le Conseil a approuvé les statuts de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis

Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), ainsi que sa prise de participation en qualité d'actionnaire majoritaire ;

- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Laurent JAOUL dans le domaine « Proximité, relations avec les usagers, complexe funéraire, chasse et pêche » ;

- **VU** la convention de mandat avec SA3M pour la réalisation de la première phase du projet de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier, approuvée par décision n° MD2018-015 du 26 mars 2018 et notifiée le 03 mai 2018, autorisant Monsieur Christophe PEREZ, en qualité de Directeur Général de SA3M, à signer les marchés faisant l'objet de cette convention,

CONSIDERANT :

- que dans le cadre de sa compétence « Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain », Montpellier Méditerranée Métropole souhaite réaliser le projet de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 71 à 73 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché unique pour une durée de soixante-dix mois.

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Note méthodologique (40%)
- Adéquation entre les Curriculum Vitae des membres de l'équipe pressentie et la nature du projet (20%)
- Adéquation entre la proposition financière et le temps passé proposé (10%)
- Prix de la prestation (30%)

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 16 octobre 2018 a choisi le groupement suivant, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse : SARL TRAVERSES PAYSAGISTE ET ARCHITECTE (MANDATAIRE), domicilié 9 rue Vezian -34000 Montpellier /SITETUDES, domicilié 31 rue Mazenod – 69426 Lyon cedex 03 / CEREG INGENIERIE, domicilié Parc 2000 – 589 rue Favre de Saint Castot – 34080 Montpellier / AGMOE SARL, domicilié 28 rue Jeanne d'Arc – 30470 Aimargues / SARL CALDER INGENIERIE, domicilié 534 rue Marius Petipa – 34080 Montpellier / SEDOA SARL, domicilié 20 impasse de Courpouyan – 34990 Juvignac, pour un montant de 1 329 462,50 euros HT.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché de Maitrise d'œuvre pour la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier au groupement SARL TRAVERSES PAYSAGISTE ET ARCHITECTE (MANDATAIRE) SITETUDES / CEREG INGENIERIE / AGMOE SARL / SARL CALDER INGENIERIE / SEDOA SARL, pour un montant de 1 329 462,50 euros HT. Le marché prend effet à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant au groupement titulaire d'en débiter l'exécution. Sa durée est de soixante-dix mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 900.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 nov. 2018

**Signé.
Monsieur le Vice-Président délégué
Laurent JAOUL**

Publiée le : 12/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-63660-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/11/18

Réception en Préfecture : 12/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Administration des Ressources Humaines
Unité rémunération portefeuille Métropole

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'accord-cadre
n°4476RH16 relatif à l'acquisition de titres
restaurant pour le personnel de
Montpellier Méditerranée Métropole -
Avenant n°1 - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Régine ILLAIRE en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté en date du 12 octobre 2018 portant délégation de fonction à Madame Régine ILLAIRE dans le domaine des Ressources Humaines ;
- **VU** la délibération en date du 2 novembre 2016 portant attribution du marché n°4476RH16 relatif à l'acquisition de titres restaurant pour le personnel de Montpellier Méditerranée Métropole avec l'entreprise EDENRED FRANCE, pour la période du 1^{er} janvier 2017 au 11 novembre 2017, reconductible pour une durée d'un an, soit jusqu'au 11 novembre 2018 ;

- VU la notification de l'accord-cadre en date du 8 décembre 2016 et sa reconduction tacite jusqu'au 11 novembre 2018 ;

CONSIDÉRANT :

- que l'accord-cadre se termine le 11 novembre 2018 ;
- qu'afin de ne pas interrompre l'attribution des titres restaurant pour le personnel de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de prolonger la durée du présent accord-cadre, sans incidence financière.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 avec l'entreprise EDENRED FRANCE, domiciliée à MALAKOFF (92240) prolongeant ainsi la durée de l'accord-cadre n°4476RH16 jusqu'au 31 janvier 2019, sans incidence financière.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.,

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7 nov. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Régine ILLAIRE**

Publiée le : 07/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-63595-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07/11/18

Réception en Préfecture : 07/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché n°4761EA18
- Aménagements de protection contre les
inondations de la Mosson à Juvignac -
Établissement des dossiers réglementaires**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Jean-Marc LUSSERT en qualité de Vice-Président ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSERT dans le domaine « Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques »,

CONSIDERANT :

- que dans le cadre de sa compétence de protection contre les inondations, Montpellier Méditerranée Métropole a engagé un programme d'aménagement de lutte contre les inondations de la Mosson à Juvignac ;

- que ces travaux sont soumis à autorisation environnementale au titre du Code de l'Environnement, la réalisation des dossiers et études réglementaires requises pour l'attribution des autorisations par les services de l'Etat sont nécessaires ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché public à prix forfaitaire pour une durée de 24 mois à compter de sa notification ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

1. Valeur technique au regard du mémoire technique : 60 %,
2. Prix des prestations au regard du prix global et forfaitaire indiqué à l'AE : 40 % ;

- qu'après analyse, l'entreprise EGIS EAU sise 889 rue de la Vieille Poste - CS 89017 - 34965 MONTPELLIER présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°4761EA18 - Aménagements de protection contre les inondations de la Mosson à Juvignac à l'entreprise EGIS EAU sise 889 rue de la Vieille Poste - CS 89017 - 34965 MONTPELLIER, pour un montant de 54 980 euros HT. Le marché est conclu pour une durée de 24 mois et prend effet à compter de sa notification et sera fixé par ordre de service.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7 nov. 2018

Signé.

Monsieur le Vice-Président délégué

Jean-Marc LUSSERT

Publiée le : 07/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-63394-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07/11/18

Réception en Préfecture : 07/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête en
référé mesures-utiles TA -
Hélène CORBIERE"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt près le Tribunal Administratif de Montpellier d'un référé en mesures-utiles par Madame Hélène CORBIERE tendant à la condamnation de Montpellier Méditerranée Métropole à faire procéder aux travaux de reprise du réseau des eaux usées au droit de son habitation située aux 26 et 26 bis Avenue de Lodève à Montpellier.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 oct. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 19/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-63377-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/10/18

Réception en Préfecture : 19/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles cadastrées SK n°30, 149 et les
parts indivises de la parcelle SK n°31, sises
commune de Montpellier - Aménagement
du secteur de la Cavalade**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération n° 12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique, l'Enseignement supérieur, la Recherche et Innovation, la French Tech et l'Artisanat ; la Planification urbaine notamment SCoT et PLUi, l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, ainsi que les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les procédures d'expropriation, les documents liés à l'exercice du droit de priorité pour tout bien immobilier à vocation de domaine public affecté à tout mode de

déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ;

- **VU** la promesse unilatérale de vente consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole le 12 octobre 2018 par Monsieur Paul VIEU, portant sur les parcelles cadastrées SK n°30, d'une superficie cadastrale de 25 m², n°149, d'une superficie cadastrale de 3 192 m² et les droits indivis lui appartenant attachés à la parcelle SK n°31 sises commune de Montpellier, moyennant un prix de 386 200 € toutes indemnités confondues ;

- **VU** l'avis des services de France Domaine en date du 24 septembre 2018 ;

- **CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir ces parcelles afin de constituer des réserves foncières destinées à la mise en oeuvre d'un projet urbain compatible avec les objectifs du SCoT de la Métropole, à répondre aux orientations de la politique locale de l'habitat conformément au Programme Local de l'Habitat, ou à l'extension ou l'accueil des activités économiques et de réaliser des équipements collectifs.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert, auprès de Monsieur Paul VIEU, domicilié 64 rue de la Cavallade à Montpellier (34 000), les parcelles cadastrées SK n°30, 149 et les droits indivis lui appartenant attachés à la parcelle SK n°31, d'une superficie cadastrale respective de 25 m², 3 192 m² et 487 m², sises commune de Montpellier.

ARTICLE 2 : L'acquisition aura lieu moyennant le prix de 386 200 € (trois cent quatre-vingt-six mille deux cents euros) toutes indemnités confondues, majoré des frais d'actes restant à la charge de la Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au chapitre 905 du budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer l'acte authentique d'acquisition des parcelles visées à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 5 nov. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 05/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-63301-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05/11/18

Réception en Préfecture : 05/11/18

Décision n° MD2018-946

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n° 1 pour le
marché n°4552DE16 pour la maintenance
multi technique des 3 bâtiments du BIC
CAP ALPHA-CAP OMEGA-MIBI de
Montpellier Méditerranée Métropole avec
travaux et prestations associés**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** la décision N°D2016-775 attribuant le marché n°4552DE16 pour la maintenance multi technique des 3 bâtiments du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise ENGIE COFELY, pour un montant de 43 280,00 euros HT pour la partie forfaitaire et pour un montant ne dépassant pas un seuil maximum annuel de 40 000,00 pour les prestations à prix unitaire et pour une durée de 24 mois,

- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION notamment dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- **CONSIDERANT** qu'un appel d'offre n°18-69660 a été lancé concernant un marché de maintenance Multi technique des bâtiments du BIC (Cap Alpha-Cap Omega-MIBI),
- **CONSIDERANT** qu'une procédure de passation du nouveau marché n° 5155DE18 pour la maintenance multi technique est en cours, mais que celle-ci ne permettra pas d'attribuer le nouveau marché avant le terme du marché actuel, un avenant au marché en cours doit être conclu afin de garantir la continuité des prestations dans des bâtiments accueillant des entreprises du secteur privé.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché n°4552DE16 de maintenance multi technique des trois bâtiments du BIC avec travaux et prestations associés à la maintenance avec l'entreprise ENGIE COFELY – Agence de Montpellier, titulaire du marché précité.

ARTICLE 2 : D'autoriser une prolongation de la durée du marché au regard de la procédure en cours du nouveau marché. Le marché actuel prenant fin le 24 octobre 2018, il est nécessaire de le prolonger de deux mois soit jusqu'au 24 décembre 2018. Ce délai permettra de finaliser la procédure de passation du nouveau marché et de garantir la continuité des prestations de maintenance.

ARTICLE 3 : De dire que l'avenant s'élève pour la part forfaitaire du marché à 4 328,00 euros HT et pour les prestations à prix unitaire à 4 000,00 euros HT.

ARTICLE 4 : De dire que le nouveau montant du marché y compris pour la période du 25 octobre 2018 au 24 décembre 2018 s'élève à la somme de 47 608,00 euros HT pour la part forfaitaire et à la somme de 44 000,00 euros HT pour les prestations à prix unitaire.

ARTICLE 5 : De dire que la dépense, prévue au budget, sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 6 : D'autoriser toute personne ayant reçue délégation pour se faire à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 oct. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION**

Publiée le : 24/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-63297-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23/10/18

Réception en Préfecture : 23/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire

Décision n° MD2018-945

l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°4760EA18 -
Aménagements de protection contre les
inondations du Rieumassel - Commune de
Grabels - Établissement des dossiers
réglementaires**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Jean-Marc LUSSET en qualité de Vice-Président ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSET dans le domaine « Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques »,

CONSIDERANT :

- que dans le cadre de sa compétence de protection contre les inondations, Montpellier Méditerranée Métropole a engagé un programme d'aménagement de lutte contre les inondations du Rieumassel à Grabels ;

- que ces travaux sont soumis à autorisation environnementale au titre du Code de l'Environnement, la réalisation des dossiers et études réglementaires requises pour l'attribution des autorisations par les services de l'Etat sont nécessaires ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché public à prix forfaitaire pour une durée de 24 mois à compter de sa notification ;

- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

1. Valeur technique au regard du mémoire technique : 60% ;
2. Prix des prestations au regard du prix global et forfaitaire indiqué à l'A.E : 40% ;

- qu'après analyse, la société ANTEA France sise Parc d'Activité de l'Aéroport - 180 impasse John Locke - 34470 PEROLS présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°4760EA18 - Aménagements de protection contre les inondations du Rieumassel à Grabels - Établissement des dossiers réglementaires à la société ANTEA France sise Parc d'Activité de l'Aéroport - 180 impasse John Locke – 34470 PEROLS pour un montant de 49 800 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée globale de 24 mois.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7 nov. 2018

Signé.

Monsieur le Vice-Président délégué

Jean-Marc LUSSERT

Publiée le : 07/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-62769-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07/11/18

Réception en Préfecture : 07/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service Etudes Conduites Opérations Voiries Interurbaines

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°4826AT17 -
Lot n°1 - Exécution des travaux de
terrassements d'assainissement et de
chaussées nécessaires à la réalisation de la
déviation de Castries - Avenant n°2 -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Pierre DUDIEUZERE en qualité de Vice-Président ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Pierre DUDIEUZERE dans les domaines de la voirie et de l'espace public ;
- **VU** la décision n°D2017-370 du 27/06/2017 attribuant le lot 1 du marché n°4826AT17 au groupement solidaire EIFFAGE (Mandataire) / VALÉRIAN / ANTEA GROUP, sise à Saint Jean de Védas (34430) pour un montant de 4 447 934,39 € HT ;

- VU l'approbation formulée en Commission d'Appel d'Offres en date du 9 octobre 2018 pour la conclusion de l'avenant n°2 du lot 1 du marché n°4826AT17.

CONSIDERANT :

- que le lot 1 du marché n°4826AT17 a été conclu pour des travaux de terrassements d'assainissement et de chaussées nécessaires à la réalisation de la déviation de Castries,
- que la déviation est en déblais et que les matériaux présents sont à analyser et à évacuer,
- que le tracé de la déviation de Castries passe à travers le site de l'ancienne décharge de la commune,
- que les prestations supplémentaires pour le traitement des déchets amiantés ont déjà fait l'objet d'un premier avenant, d'un montant de 654 635 € HT
- que malheureusement, les quantités réellement extraites et évacuées sont supérieures à celles envisagées.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au lot 1 du marché 4826AT17 avec le groupement solidaire EIFFAGE (Mandataire) / VALERIAN / ANTEA GROUP pour un montant supplémentaire de 803 060,40 € HT. Le marché initialement d'un montant de 4 447 934.39 € HT, porté à 5 102 569.39 € HT par l'avenant n°1, s'établit désormais, suite à cet avenant n°2, à 5 905 629.79 € HT (soit une augmentation de 32,77 %).

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 nov. 2018

Signé.

**Monsieur le Vice-Président délégué
Pierre DUDIEUZERE**

Publiée le : 12/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-62566-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/11/18

Réception en Préfecture : 12/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société MH
ATTRIBUTION dans la ZAC Garosud
extension - Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC GAROSUD extension à Montpellier : la société MH ATTRIBUTION est candidate à l'acquisition du lot 17 de 2 600 m² pour la réalisation d'un bâtiment de bureaux et entrepôt/stockage de 1 378 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 1 378 m². Les utilisateurs finaux seront les sociétés FG MENUISERIES FERMOLOR (bâtiment second

œuvre) et EUROPE FERMETURES CONSTRUCTIONS (fabrication et négoce de portes, portail et autres fermetures industrielles).
Les sociétés prévoient un effectif de 15 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société MH ATTRIBUTION ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 oct. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 19/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-62524-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/10/18

Réception en Préfecture : 19/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au dépôt d'une
déclaration préalable de division foncière
sur les parcelles cadastrées PB n°150, 151,
153, 156, 159, 288, 289 et 290 sises
commune de Montpellier - Cession du
Domaine de la Providence**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans les domaines de l'Administration générale, du contentieux, des affaires juridiques et du protocole,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable,
- **VU** le projet retenu suite l'appel à candidatures pour la cession du Domaine de la Providence,
- **CONSIDERANT** la nécessité de déposer une déclaration préalable pour permettre la division foncière de l'emprise du Domaine de la Providence et la création des lots à bâtir pour la mise en oeuvre du projet retenu lors de l'appel à candidatures.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole dépose une déclaration préalable de division foncière pour la création de 4 lots, dont 3 à bâtir, sur les parcelles cadastrées PB n°150, 151, 153, 156, 159, 288, 289 et 290 sises commune de Montpellier.

ARTICLE 2 : La Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la déclaration préalable visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 oct. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 24/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-62511-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24/10/18

Réception en Préfecture : 24/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché
4702 - Amélioration du fonctionnement du
bassin d'orage des Aiguerelles**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement » ;
- **VU** la décision n°D2018-548 du 27 juillet 2018 attribuant le marché n°4702 - Amélioration du fonctionnement du bassin d'orage des Aiguerelles au groupement SPIE SUD OUEST/SAFEGE/RAZEL BEC/BOISSON dont l'entreprise SPIE SUD OUEST sise 170 rue Henri Farman - PA Marcel Dassault - BP 70339 - 34435 SAINT JEAN DE VEDAS est mandataire du groupement, pour un montant de 2 996 650 € HT et pour une durée de 104 semaines ;

CONSIDERANT :

- qu'à compter du 30 juin 2018, les filiales régionales (SPIE Est, SPIE Ouest-Centre, SPIE Sud-Ouest et SPIE Ile-de-France Nord-Ouest) font l'objet d'une fusion absorption au profit d'une seule et même société : SPIE Industrie & Tertiaire ;

- que de ce fait, la société SPIE Industrie & Tertiaire a repris tous les engagements pris par SPIE Sud-Ouest, comme titulaire mandataire du marché 4702 : Amélioration du fonctionnement du bassin d'orage des Aiguerelles.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 de transfert au marché 4702 Amélioration du fonctionnement du bassin d'orage des Aiguerelle en vue du transfert à la société SPIE Industrie & Tertiaire, sise 4 avenue Jean Jaurès – BP 19 – 69320 FEYZIN Cedex des prestations exercées jusqu'alors par la société SPIE Sud-Ouest, 170 rue Henri Farman – BP 70339 – 34435 SAINT JEAN DE VEDAS CEDEX.

ARTICLE 2 : de dire que le présent avenant n'a aucune incidence financière.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant de transfert et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8 nov. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES**

Publiée le : 08/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-62389-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08/11/18

Réception en Préfecture : 08/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au
marché 4701EA17 de construction de
l'intercepteur Est amont : réseaux d'eaux
usées traversée du Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine des « Services Publics de l'Eau et de l'Assainissement »;
- **VU** la décision n° D2017-774 du 17/10/2017 attribuant le marché n° 4701EA17 concernant les réseaux d'eaux usées traversée du Lez dans le cadre de la construction de l'intercepteur Est amont à l'entreprise RAZEL BEC sise 111 avenue Justin Bec – 34680 SAINT GEORGES D'ORQUES pour un montant de 1 147 450 euros HT (toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises) et pour une durée de 8 mois ;

CONSIDERANT :

- que des prix nouveaux ont été rendus nécessaires suite à l'adaptation de la technique de réalisation des travaux entraînant une plus-value,
- qu'un délai supplémentaire est nécessaire afin de permettre l'exécution des travaux selon la nouvelle technique.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n° 4701EA17 précité avec l'entreprise titulaire, RAZEL BÈC sise SAINT GEORGES D'ORQUES. Cet avenant est d'un montant de 152 291,20 euros HT. Le montant initial du marché est augmenté de 13,27%.

ARTICLE 2 : De prolonger les délais d'exécution de 5,5 semaines. La nouvelle période d'exécution est portée à 23 semaines.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Annexe de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8 nov. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES**

Publiée le : 08/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-62192-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08/11/18

Réception en Préfecture : 08/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Innovation Politique Contractuelle Système d'Information Géographique
Service SIG Métropolitain

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Renouvellement de l'adhésion à OPenIG

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle autorisant le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre,
- **CONSIDERANT**, l'intérêt de l'association OPenIG (Occitanie Pyrénées en Intelligence Géomatique) initialement SIG L-R à promouvoir une politique de mutualisation de données géographiques pour les différents acteurs du territoire avec pour objectifs :
 - la diffusion et la promotion de l'information géographique
 - Le partage des savoir-faire entre ses membres
 - L'assistance au montage et au portage de projets
 - l'acquisition et la mise à disposition de produits et bases de données géographiques

L'association mène des actions qui consistent pour l'essentiel à mutualiser l'acquisition de données et la mise en place de plateformes qui bénéficient à chacun des adhérents pour un coût bien moindre que des actions qui seraient menées séparément. Au travers de l'adhésion de la Métropole chacune des 31 communes du territoire bénéficie de ces actions.

DECIDE

ARTICLE 1 : De renouveler l'adhésion à l'association OPenIG dont le montant annuel s'élève à 15 000 € sans T.V.A. Ce montant est calculé en fonction de la population de notre collectivité avec un tarif par habitant progressif variant de 0,06 € à 0,10€ avec un plafond fixé à 15 000 €.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le 5 nov. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 05/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-62171-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05/11/18

Réception en Préfecture : 05/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Innovation Politique Contractuelle Système d'Information Géographique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Renouvellement de l'adhésion à
l'association AMO (Architecture et Maîtres
d'Ouvrage Languedoc Roussillon)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle autorisant le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre,
- **CONSIDERANT**, l'intérêt de l'association AMO (Architecture et Maîtres d'Ouvrage Languedoc Roussillon) dont l'objet est de promouvoir la qualité architecturale en mettant l'accent sur l'importance des rôles respectifs du maître d'ouvrage et de l'architecte dans le processus de production de l'architecture, de l'urbanisme et dans l'intégration des programmes à leur environnement ; son rôle dans la conduite d'actions d'informations, de sensibilisation et de formation des intervenants à l'acte de construire, destinées à mieux connaître leurs missions et responsabilités propres à susciter l'apprentissage de pratiques professionnelles partagées ; son audience régionale et nationale notamment au travers des journées nationales AMO qui contribue au rayonnement de Montpellier Méditerranée Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : De renouveler l'adhésion à l'association AMO Architecture et Maîtres d'Ouvrage Languedoc Roussillon dont le montant annuel s'élève à 800 € sans TVA, pour l'année 2018.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 oct. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 22/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-62124-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22/10/18

Réception en Préfecture : 22/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au dépôt et à l'octroi
d'une autorisation d'urbanisme par la
SA3M sur les parcelles cadastrées SO n°11
et SO n°28 à Montpellier - Réalisation de la
Halle French Tech**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert de permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir et de déclaration préalable,
- **VU** le traité de concession signé le 16 octobre 2013 confiant la réalisation de l'opération d'aménagement d'ensemble du secteur CAMBACERES sur le territoire de la commune de Montpellier à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), et plus particulièrement la maîtrise d'ouvrage de la réalisation de la Halle French Tech sur les parcelles cadastrées SO n°11 partie a, n°28 partie a et n°32 partie, sises commune de Montpellier,
- **VU** la délibération du conseil de Métropole n°2018-446 en date du 20 septembre 2018 entérinant la vente par Montpellier Méditerranée Métropole à la SA3M de diverses parcelles nécessaires dans le cadre de la réalisation de la ZAC 1 sur le secteur de CAMBACERES dont les parcelles SO n°11 partie a et SO n°28 partie a, sises commune de Montpellier,
- **CONSIDERANT** la nécessité pour la SA3M de déposer un permis de construire pour la réalisation de la 1^{ère} tranche de la Halle French Tech comprenant 6 500 m² environ de surface de plancher, préalablement à la réitération par acte authentique de la vente par Montpellier Méditerranée Métropole des parcelles cadastrées SO n°11 partie a et SO n°28 partie a, afin de respecter les échéances de livraison prévus dans le cadre de la ZAC 1,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole autorise la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), représentée par Monsieur Christophe PEREZ, à déposer et se voir octroyer toutes autorisations d'urbanisme nécessaires à la réalisation de la Halle French Tech sur les parcelles cadastrées SO n°11 partie a et n°28 partie a, sises commune de Montpellier préalablement à la réitération par acte authentique de la vente des fonciers en question.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 oct. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 19/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-62229-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/10/18

Réception en Préfecture : 19/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public

Service de coordination des politiques de gestion et d'exploitation du patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché
n°5192EP18 - Acquisition de trois saleuses
portées - Autorisation de signer**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Pierre DUDIEUZERE en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Pierre DUDIEUZERE dans le domaine de la Voirie et de l'Espace Public,
- VU la décision N°2018-604 attribuant le marché n°5192 EP 18 d'acquisition de trois saleuses portées à l'entreprise ACOMETIS Production sas, pour un montant de 76 707 euros HT et pour une durée inférieure ou égale à 8 semaines à commande.

Considérant :

- Que les lames des saleuses du Pôle Territorial de Montpellier doivent être remplacées ;

- Qu'il est impératif d'acquérir deux lames supplémentaires de type APO PS 25 sur demi-setra permettant au Pôle Territorial de Montpellier d'assurer ses missions en période de viabilité hivernale ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché d'acquisition de trois saleuses portées à l'entreprise ACOMETIS Production sas, avenant d'un montant de 13 236,58 euros HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 oct. 2018

Signé.

Monsieur le Vice-Président délégué

Pierre DUDIEUZERE

Publiée le : 22/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-62070-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22/10/18

Réception en Préfecture : 22/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution d'un
marché de "diagnostic et schémas
directeur viabilité - Voirie et Réseaux
Divers" dans le cadre des études préalables
à l'aménagement des sites Naussargues
/Mijoulan**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans les domaines des « Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain » ;
- **VU** la convention de mandat en date du 25 janvier 2018 au bénéfice de la SA3M ;

CONSIDERANT :

- qu'il convient de mener une mission d'études préalables « diagnostic et schémas directeur viabilité » Voirie et Réseaux Divers, dans le cadre des études préalables à l'aménagement des sites Naussargues /Mijoulan sur les Communes de Juvignac et Saint Georges d'Orques,
- qu'une consultation en procédure adaptée ouverte, avec faculté de négociation avec les trois meilleures offres, a été lancée conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 d'application de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 sous la forme d'un marché d'accord-cadre à bons de commande pour une durée de 24 mois,
- les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : prix 40 %, valeur technique pour 60 %, appréciée sur la méthodologie proposée, l'adéquation des intervenants proposés par le prestataire, l'adéquation entre temps passé / prix / mission à accomplir,
- qu'après analyse, l'entreprise VERDI Ingénierie Méditerranée, sis 31 ter chemin Brunet, 13 090 Aix en Provence, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché relatif à études préalables « diagnostic et schémas directeur viabilité » Voirie et Réseaux Divers, dans le cadre des études préalables à l'aménagement des sites Naussargues /Mijoulan à l'entreprise VERDI Ingénierie Méditerranée pour un montant estimatif de 77 500 € HT (93 000 € TTC).

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Métropole, chapitre 906.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerrané Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 nov. 2018

Signé.

**Monsieur le Vice-Président délégué
Gilbert PASTOR**

Publiée le : 12/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180101-62074-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/11/18

Réception en Préfecture : 12/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la constitution d'une
servitude de passage des eaux pluviales -
Parcelle BA n°319 sise commune de
Vendargues - Requalification du parc
d'activités du Salaison**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique, l'Enseignement supérieur, la Recherche et Innovation, la French Tech et l'Artisanat la Planification urbaine notamment SCoT et PLUi, l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, ainsi que les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les procédures d'expropriation, les documents liés à l'exercice du droit de priorité pour tout bien immobilier à vocation de domaine public affecté à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme »,
- **VU** la convention de servitude de canalisation d'eaux pluviales consentie le 5 octobre 2018 par la SCI JOELLE, sur la parcelle lui appartenant cadastrée BA n°219, sises commune de Vendargues, grevant une emprise totale de 870 m², moyennant une obligation de faire des travaux de réfection de parking concomitamment aux travaux de pose de la canalisation d'eaux pluviales,

- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de constituer une servitude réelle et perpétuelle de passage en tréfonds de canalisation d'évacuation des eaux pluviales d'une emprise totale de 870 m² sur la parcelle cadastrée BA n°319, sises commune de Vendargues, appartenant à la SCI JOELLE, dans le cadre de la mise en œuvre de la requalification du parc d'activités du Salaison ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une servitude réelle et perpétuelle de passage en tréfonds de toutes canalisations d'eaux pluviales d'une emprise de 870 m² environ sur la parcelle cadastrée BA n°319 sise commune de Vendargues est consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par la SCI JOELLE, dont le siège social est à Vendargues (34), route de Teyran, identifiée au SIREN sous le numéro 409 961 992, représentée par Madame Claire POUGET en qualité de gérante.

ARTICLE 2 : La servitude de passage de canalisation est consentie moyennant une obligation de faire des travaux, les frais de réitération par acte authentique de la servitude étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente est autorisée à signer l'acte authentique de constitution de servitude visée dans l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 oct. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 24/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-61850-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24/10/18

Réception en Préfecture : 24/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle cadastrée BA n°320, sise commune
de Vendargues - Requalification du Parc
d'Activités du Salaison**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, de la French Tech et de l'artisanat ; et de la Planification urbaine notamment SCoT et PLUi, de l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, de la rénovation urbaine dont l'ANRU, de l'habitat, du droit des sols, ainsi que des acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les procédures d'expropriation, les documents liés à l'exercice du droit de priorité pour tout bien immobilier à vocation de domaine public affecté à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme. »

- **VU** la promesse unilatérale de vente consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole le 5 octobre 2018 par Madame Claire **POUGET**, représentante de la SCI **JOELLE**, portant sur la parcelle cadastrée BA n°320, d'une superficie cadastrale de 6 268 m² sise commune de Vendargues, moyennant un prix de 62 680 € toutes indemnités confondues,

- **CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir cette parcelle afin de permettre la création d'un débourbeur des eaux pluviales prévu dans le cadre de la requalification du parc d'activités du Salaison,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert, auprès de la SCI **JOELLE**, dont le siège social est à Vendargues (34) route de Teyran, indentifiée sous le numéro SIREN 409 961 992, représentée par Mme Claire **POUGET** en sa qualité de gérante, la parcelle cadastrée BA n°320, sise commune de Vendargues, d'une superficie cadastrale de 6 268 m².

ARTICLE 2 : L'acquisition aura lieu moyennant le prix de 62 680 € (soixante deux mille six cent quatre-vingt euros) toutes indemnités confondues, majoré des frais d'actes restant à la charge de la Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au chapitre 905 du budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'acte authentique d'acquisition des droits indivis de la parcelle visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 oct. 2018



Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 19/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-61786-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/10/18

Réception en Préfecture : 19/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n° 4 à la
convention n° 34-17 de mise à disposition
avec la SAFER Occitanie - Réduction des
emprises, parcelles SN 40 - 41
Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil de Métropole n° 14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Mylène FOURCADE en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Mylène FOURCADE dans le domaine de l'agro-écologie et de l'alimentation,
- **VU** le projet d'avenant n° 4 à la convention de mise à disposition n° 34 17 de la SAFER Occitanie, modifiant la superficie exploitable, par suppression des parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section SN n° 40 et n° 41, inexploitées par l'agriculteur et par la modification de la superficie exploitée sur Pont Trinquat qui s'élève à 5 ha,

- **CONSIDERANT** que la surface exploitable est ramenée de 84 ha 16 a 02 ca à 82 ha 89 a 59 ca, portant ainsi la redevance annuelle globale de 12 925 € à 12 585 €,

DECIDE

ARTICLE 1 : L'avenant n° 4 à la convention de mise à disposition n° 34 17 de la SAFER Occitanie est accepté.

ARTICLE 2 : La superficie mise à disposition est ramenée à 82 ha 89 a 59 ca et la redevance annuelle globale à 12 585 €.

ARTICLE 3 : Les autres clauses de la convention initiale demeurent inchangées.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cette effet est autorisée à signer l'avenant n° 4 à la convention de mise à disposition n° 34 17 de la SAFER Occitanie, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 oct. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 19/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-61738-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/10/18

Réception en Préfecture : 19/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Mission Rénovation Urbaine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution d'un
marché pour la réalisation d'études
commerciales et artisanales du quartier
Cévennes (mandat SA3M)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la convention de mandat en date du 1^{er} septembre 2016 au bénéfice de la SA3M pour assurer le suivi du protocole de préfiguration du Projet de Renouvellement urbain d'Intérêt Régional (PRIR) pour le quartier Cévennes ;

CONSIDERANT :

- qu'il y a lieu dans le cadre des études préalables à la définition du projet de renouvellement urbain portant sur le quartier Cévennes, de réaliser des études commerciales et artisanales du quartier, visant à établir un diagnostic de la situation commerciale, l'analyse du marché potentiel, des préconisations de programmation et une assistance au montage opérationnel ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché unique non reconductible pour une durée de 12 mois ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 40 % pour le prix et 60 % pour la valeur technique de l'offre. La valeur technique étant décomposée comme suit : 20 points pour l'analyse du contexte, des enjeux et des objectifs de la mission, 20 points attribués à la qualité du directeur de projet et des autres intervenants, 20 points à la pertinence de la méthodologie détaillée par phase définies au CCTP ;

- qu'après analyse, le candidat Objectif Ville Consultants, 40 rue de la Folie Regnault 75011 Paris présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché « études commerciale et artisanales du quartier Cévennes » au groupement Objectif Ville Consultants, pour un montant de 29 150 € HT (34 980 € TTC). Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de notification du marché. Sa durée est de 16 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 5 nov. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 05/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-61719-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05/11/18

Réception en Préfecture : 05/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au transfert de propriété,
de la Ville de Montpellier dans le
patrimoine de Montpellier Méditerranée
Métropole, des parcelles cadastrées OK
n°4, 5, 133 et OL n°69**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'article L5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences des métropoles,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques ou de l'article L 5214-5 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Montpellier n°V2018-297 en date du 27 septembre 2018,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales, il convient de mettre en œuvre les modalités de transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des biens et droits à caractère mobilier ou immobilier de la Commune de Montpellier utilisés pour l'exercice des compétences transférées en application des dispositions de l'article L 5217-2 du même code,

- **CONSIDERANT** que conformément aux dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public,

- **CONSIDERANT** que le transfert des parcelles OK n°4, 5, 133 partie j, ainsi que OL n°69, soit environ 40384m², a lieu au titre de la compétence sur la Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement,

- **CONSIDERANT** qu'une emprise de 440 m² sur la parcelle OK n°133 (partie l) est transférée au titre de la compétence voirie et est affectée au domaine public en tant que tel,

- **CONSIDERANT** que le solde de la parcelle OK n°133, soit 850 m², est transféré au titre de la compétence relative à la gestion des déchets et affecté à l'usine de tri DEMETER,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le transfert dans son patrimoine, par la Ville de Montpellier des biens énumérés ci-dessous:

Nature du bien	Références cadastrales	Contenance
Terrain nu	OK n°0004	5 299 m ²
Terrain nu	OK n°0005	10 048 m ²
Terrain nu	OK n°0133	19 701 m ²
Terrain nu	OL n°0069	6 626 m ²

ARTICLE 2 : Le transfert de propriété sera effectué à titre gratuit.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte d'inscrire à son inventaire les propriétés transférées pour une valeur de 1 750 308 € (un million sept cent cinquante mille trois cent huit euros).

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisé à signer l'acte de transfert ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 oct. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 19/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-61631-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/10/18

Réception en Préfecture : 19/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention
d'autorisation d'occupation du domaine
public avec la société France.Tv Studio**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT :**
 - que la société France.Tv Studio a sollicité les services de Montpellier Méditerranée Métropole car elle souhaite développer et produire un feuilleton audiovisuel quotidien intitulé « Un si Grand Soleil », qui sera tourné principalement sur le territoire de la Métropole ;
 - que Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité répondre favorablement à cette sollicitation ;
 - que la conclusion d'une convention est nécessaire afin de définir les conditions d'occupation par la société productrice du domaine public de la Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention autorisant l'occupation temporaire du domaine public est conclue avec la société France.Tv Studio afin de permettre le tournage du feuilleton audiovisuel quotidien « Un si Grand Soleil ».

ARTICLE 2 : La présente convention constitue une autorisation de principe à l'occupation ponctuelle par la société productrice de l'ensemble des dépendances du domaine public, bâties et non bâties, appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Cette convention est conclue pour une durée couvrant toute la durée nécessaire au tournage de la saison 1 du programme, soit jusqu'à la date prévisionnelle du 31 mai 2019.

ARTICLE 4 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 oct. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 19/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-61474-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/10/18

Réception en Préfecture : 19/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un accord-cadre
n°4968EA18 - Risques pluvial et
inondations - Prestations topographiques
courantes et relevés de réseaux - Lot n°2 :
Prestations de relevés de réseaux**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Jean-Marc LUSSET, en qualité de Vice-Président ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSET dans le domaine « Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques » ;

CONSIDERANT :

- que dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole en matière de gestion des eaux pluviales et de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, des prestations de relevés de réseaux doivent être réalisées,

- qu'une procédure formalisée ouverte a été lancée conformément à l'article 25-I.1° et 67 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre mono –attributaire à bons de commande, en application de l'article 78 décret n° 2016-360, pour une durée de 1 an reconductible 3 fois.

- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

1. Prix des prestations au regard du Détail Quantitatif Estimatif : 60%

2. Valeur technique au regard du mémoire technique : 40%

- qu'après analyse des offres, l'entreprise HYDRAUDIAG, sise 534 rue Marius Petipa 34080 MONTPELLIER a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le lot 2 : Relevés des réseaux de l'accord-cadre n°4968EA18 – Risques pluvial et inondations – Prestations topographiques courantes et relevés de réseaux à l'entreprise HYDRAUDIAG, sise 534 rue Marius Petipa 34080 MONTPELLIER, sans minimum, ni maximum. Le contrat est conclu pour une durée d'un an reconductible 3 fois, et débute à compter de sa notification.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense, prévue au budget, sera imputée sur le budget principal de la Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le contrat et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7 nov. 2018

Signé.

Monsieur le Vice-Président délégué

Jean-Marc LUSSERT

Publiée le : 07/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-61534-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07/11/18

Réception en Préfecture : 07/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature de la
convention de prise de possession anticipée
de la parcelle cadastrée H n°651 sise
commune de Castries**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine du « transport et de la mobilité » ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- **VU** la promesse unilatérale de vente signée le 17 septembre 2018 par Madame Michèle GASC et Monsieur Olivier GASC au profit de Montpellier Méditerranée Métropole pour la vente de la parcelle cadastrée H n°651, sise commune de Castries ;
- **VU** la convention de prise de possession anticipée consentie le 17 septembre 2018 au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par Madame Michèle GASC et Monsieur Olivier GASC sur la parcelle leur appartenant cadastrée H n°651 d'une superficie cadastrale de 10 312 m², sise commune de Castries, moyennant indemnité globale et forfaitaire de 15 468,00 € (quinze mille quatre cent soixante huit euros) ;

- **CONSIDERANT** que la réalisation d'études et de sondages doit intervenir dans les plus brefs délais et ce, avant même la réitération par acte authentique de la vente.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de prise de possession anticipée portant sur la parcelle cadastrée H n°651, située sur la commune de Castries, est signée entre Montpellier Méditerranée Métropole, Madame Michèle GASC et Monsieur Olivier GASC, domiciliés ensemble Mas Nau EST à Castries.

ARTICLE 2 : Cette convention est consentie moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 15 468,00 € (quinze mille quatre cent soixante huit euros).

ARTICLE 3 : Les dépenses liées à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention de prise de possession anticipée visée à l'article 1 ainsi que tout autre document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 oct. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 24/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-61412-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24/10/18

Réception en Préfecture : 24/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
QUALIPLANTE au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Alpha**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération du Conseil n°15124 du 20 décembre 2017 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2018 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 25 septembre 2014 passée entre la Métropole et la société QUALIPLANTE pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière

d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 23 novembre 2017,

- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société QUALIPLANTE n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire.

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société QUALIPLANTE pour une période de douze mois à compter de sa notification et jusqu'au 30 septembre 2019.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société QUALIPLANTE pour la surface totale de 48,23 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 561,39 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°15124 du Conseil en date du 20 décembre 2017.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 oct. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 24/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-61358-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24/10/18

Réception en Préfecture : 24/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles cadastrées CC n° 64p, CC n° 68p
et CC n° 70p - Commune de Clapiers**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Jean-Marc LUSSET en qualité de Vice-Président ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **VU** le courrier en date du 12 septembre 2018 par lequel la SA3M s'engage à céder à Montpellier Méditerranée Métropole les parties de parcelles cadastrées CC n° 64, d'une emprise de 128 m², CC n° 68, d'une emprise de 11 784 m² et CC n° 70 d'une emprise de 312 m², situées lieudit Les Moulières à Clapiers pour un montant total de 176 758 €, nécessaires à la réalisation d'un bassin de rétention ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSET dans le domaine « de la prévention des risques majeurs et à la gestion des milieux aquatiques » ;

- **VU** l'avis des services de France Domaine en date du 16 août 2018 ;

- **CONSIDERANT** que ces parties de parcelles sont nécessaires à la réalisation d'un bassin de rétention dénommé BR 2 dans le cadre de la protection contre les inondations du ruisseau des canaux à Clapiers ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SA3M les parties de parcelles cadastrées CC n° 64, d'une emprise de 128 m², CC n° 68, d'une emprise de 11 784 m² et CC n° 70 d'une emprise de 312 m², situées lieudit Les Moulières à Clapiers.

ARTICLE 2 : L'acquisition interviendra pour un montant total de 176 758 € toutes indemnités comprises, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur. Le montant détaillé de l'acquisition est :

- 8312 m² en zone Nr pour un montant de 66 496 €,
- 3 910 m² en zone IIAU3a pour un montant HT de 91 885 € + TVA d'un montant de 18 377 €.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 oct. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 19/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-61303-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/10/18

Réception en Préfecture : 19/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature de la
convention de prise de possession anticipée
de la parcelle cadastrée CT n°25 partie sise
Avenue des Platanes à Lattes dans le cadre
de la création d'un poste de refoulement
d'eaux usées**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n° 14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du « service public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- **VU** la promesse unilatérale de vente signée le 1^{er} octobre 2018 par la SNC Pierre et Terre et la SARL Hudo au profit de Montpellier Méditerranée Métropole pour la vente d'une emprise de 152 m² à prendre sur la parcelle cadastrée CT n°25, sise commune de Lattes,
- **VU** la convention de prise de possession anticipée consentie à titre gratuit à Montpellier Méditerranée Métropole le 1^{er} octobre 2018 par la SNC Pierre et Terre représentée par M. ROBEAU Gérard en sa qualité de gérant et la SARL Hudo représentée par M. PRIMAUT Gilles en sa qualité de gérant, pour l'occupation jusqu'à la réitération par acte authentique de la promesse de vente signée concomitamment, d'une emprise de 152 m² à prendre sur la parcelle cadastrée CT n°25 sise commune de Lattes,

- **CONSIDERANT** que la réalisation des travaux du poste de refoulement d'eaux usées doit intervenir dans les plus brefs délais et ce, avant même la réitération par acte authentique de la vente,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de prise de possession anticipée portant sur une emprise de 152 m² à prendre sur la parcelle cadastrée CT n°25, commune de Lattes, est signée entre Montpellier Méditerranée Métropole, la SNC Pierre et Terre, dont le siège social est à Montpellier (34070), 28 avenue de Maurin, identifiée au SIREN sous le numéro 387 537 053, propriétaire, représenté par M. ROBEAU Gérard en sa qualité de gérant et la SARL HUDO, dont le siège social est à Lattes (34970), new squash & badminton, centre étoile, avenue des platanes, immatriculée au SIREN sous le numéro 488 095 373, titulaire d'un bail commercial avec option d'achat sur la parcelle, représenté par M. PRIMAUT Gilles en sa qualité de gérant.

ARTICLE 2 : Cette convention est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention de prise de possession anticipée visée à l'article 1 ainsi que tout autre document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 oct. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 19/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-61308-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/10/18

Réception en Préfecture : 19/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition d'une
emprise foncière à prendre sur la parcelle
cadastrée CT n°25 sise commune de Lattes
- Création d'un poste de refoulement**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de propriété, par transfert d'office conformément à l'article L318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté de délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement,
- **VU** la promesse unilatérale de vente consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole le 1^{er} octobre 2018 par la SNC Pierre et Terre, dont le siège social est à Montpellier (34070), 28 avenue de Maurin, identifiée au SIREN sous le numéro 387 537 053, représentée par M. ROBEAU Gérard en sa qualité de gérant et la SARL HUDO dont le siège social est à Lattes (34970), NEW SQUASH & BADMINTON, CENTRE ETOILE, avenue des platanes, immatriculée au SIREN sous

le numéro 488 095 373, titulaire d'un bail commercial avec option d'achat sur la parcelle, représentée par M. PRIMAUT Gilles en sa qualité de gérant, portant sur une emprise de 152 m² à prendre sur la parcelle cadastrée CT n°25, sise commune de Lattes, moyennant un prix de 16 720 € toutes indemnités confondues,

- **CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir une emprise de 152 m² à prendre sur la parcelle cadastrée CT n°25 afin de créer un poste de refoulement d'eaux usées du secteur,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert, auprès de la SNC Pierre et Terre et la SARL Hudo, une emprise de 152 m² à prendre sur la parcelle cadastrée CT n°25 sise commune de Lattes.

ARTICLE 2 : L'acquisition de l'emprise visée à l'article 1 aura lieu moyennant le prix de 16 720 € (seize mille sept cent vingt euros) toutes indemnités confondues, majoré des frais d'acte restant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget annexe de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'acte authentique d'acquisition de l'emprise foncière visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 oct. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 19/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-61114-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/10/18

Réception en Préfecture : 19/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Maîtrise d'Ouvrage

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°3 au
mandat de réalisation d'un Centre d'Art
Contemporain dans les locaux de l'hôtel
Montcalm**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur TRAVIER dans le domaine de la « Culture » ;
- **VU** la convention de mandat avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réalisation d'un centre d'art contemporain dans les locaux de l'hôtel Montcalm, à Montpellier, dont la signature a été approuvée par délibération n°13898 en date du 30 juin 2016 ;

CONSIDERANT :

- que dans le cadre de cette opération, Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, en qualité de maître d'ouvrage, souhaite pouvoir faire ponctuellement intervenir des collaborations artistiques en partenariat avec le maître d'œuvre en charge de la conception et de la réalisation des travaux, notamment dans les espaces communs ouverts au public,
- que le contrat de mandat ne prévoit pas la mission « achat d'œuvres artistiques » par le mandataire au nom et pour le compte du mandant, et que ce dernier souhaite pouvoir confier au mandataire cette mission,
- qu'à cette fin, un avenant à la convention de mandat avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) doit être conclu.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°3 à la convention de mandat avec la SA3M afin de lui permettre, en qualité de mandataire, l'achat d'œuvres artistiques au nom et pour le compte du mandant.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant précité et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 oct. 2018

Signé.

Monsieur le Vice-Président délégué

Bernard TRAVIER

Publiée le : 19/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-61085-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/10/18

Réception en Préfecture : 19/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché de nettoyage
des espaces communs des plateaux de la
French Tech de l'ancien Hôtel de Ville -
Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Président,
- **VU** délibération du Conseil n°13560 du 27 janvier 2016 confiant le mandat de travaux de réhabilitation du bâtiment qui accueillait l'Hôtel de Ville et une mission d'accompagnement en vue de l'accueil des entreprises du numérique à la SAAM (Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier) devenue SA3M (Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole),
- **VU** la délégation accordée par arrêté à Madame Chantal MARION, Vice-Présidente en charge du développement économique, l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation, la French Tech, à l'artisanat, la planification urbaine (SCoT, PLUi),

CONSIDERANT :

- que dans le cadre de l'opération de réhabilitation du bâtiment et de gestion du bâtiment il est nécessaire de procéder à son nettoyage,
- qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, selon une procédure adaptée ouverte avec possibilité de négociation,
- que les critères d'analyse des offres pour le choix du prestataire étaient les suivantes : prix de la prestation 40 %, valeur technique apprécié au regard du mémoire justificatif 60 %,
- qu'après analyse, la société Karola présente l'offre jugée économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché de nettoyage des espaces communs des plateaux de la French Tech ancien Hôtel de Ville à la société Karola, sises 386 Avenue de Fes, 34080 Montpellier pour un montant annuel de 19 933,24 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la durée du marché est de 1 an, reconductible 3 fois pour un montant total sur 4 ans de 79 732,96 € HT.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation pour le faire à signer les marchés et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7 nov. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION**

Publiée le : 07/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-61083-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07/11/18

Réception en Préfecture : 07/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles cadastrées PB n°288, 289 et 290,
sises commune de Montpellier - Domaine
de la Providence**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** la promesse d'échange consentie entre CARREFOUR PROPERTY SA et la SERM le 12 juin 2018, concernant notamment les parcelles cadastrées PB n°288, 289 et 290, sises commune de Montpellier, d'une superficie totale de 548 m²,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir ces parcelles afin de créer une limite cohérente du Domaine de la Providence appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert, auprès de la société dénommée « CARREFOUR PROPERTY SA », Société par Actions à directoire et conseil de surveillance, au capital de 456.791.934,20 Euros, dont le siège social est à MONDEVILLE (14120), ZI Route de Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CAEN et identifiée sous le numéro SIREN 775 632 169, les parcelles cadastrées PB n°288, 289 et 290, sises commune de Montpellier, d'une superficie totale de 548 m².

ARTICLE 2 : L'acquisition aura lieu moyennant le prix de 54 800 € hors taxes(cinquante huit mille euros), régime de la TVA en vigueur en sus, majoré des frais d'actes restant à la charge de la Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au chapitre 905 du budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 oct. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 15/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180101-61048-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15/10/18

Réception en Préfecture : 15/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché n°5127EA18
- Réalisation de plans d'amélioration des
pratiques phytosanitaires et horticoles
(PAPPH) sur l'Ouest montpelliérain**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement » ;

CONSIDERANT :

- que la réduction des pressions phytosanitaires d'origine non agricole est inscrite dans le plan d'actions visant la préservation de la ressource en eau exploitée par les captages du Flès,

- que l'objectif est d'accompagner les communes associées à l'étude et la Métropole dans l'atteinte ou la pérennisation de l'objectif zéro phyto sur les espaces publics,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché n°5127EA18 – Réalisation de plans d'amélioration des pratiques phytosanitaires et horticoles (PAPPH) sur l'Ouest montpelliérain pour une durée de 26 mois.
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 1. Valeur technique au regard du mémoire technique (60%),
 2. Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif (40%).
- Qu'après analyse, le groupement solidaire ENFORA Florence BINESSE (mandataire sis 917 A rue du Faou - 30320 POULX)/ASS FD CIVAM DU GARD/LAURENT DECRUQ présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°5127EA18 – Réalisation de plans d'amélioration des pratiques phytosanitaires et horticoles (PAPPH) sur l'Ouest Montpelliérain au groupement solidaire ENFORA Florence BINESSE (le mandataire sis 917 A rue du Faou - 30320 POULX)/ASS FD CIVAM DU GARD/LAURENT DECRUCQ, pour un montant de 101 210 euros HT. Le marché est conclu pour une durée de 26 mois et démarre dès sa notification.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 11.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8 nov. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES**

Publiée le : 08/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-60712-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08/11/18

Réception en Préfecture : 08/11/18

Décision n° MD2018-893

l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Maîtrise d'Ouvrage

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché 5057DC18 de
maintenance multitechnique de la
médiathèque centrale Emile Zola -
Attribution - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine De la « Culture » ;

CONSIDERANT :

- qu'il y a lieu de conclure un marché de maintenance multitechnique pour l'entretien annuel de la médiathèque centrale de métropole Emile ZOLA;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 25-I, 1° et 67 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 pour une durée de 12 mois reconductibles trois fois;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - prix : 40%;
 - valeur technique : 60% appréciée au regard de la qualité des réponses apportées par les candidats dans le mémoire technique sur les points suivants :
 - Organisation et mise en œuvre pour répondre au marché sur 25 points,
 - Qualité de pilotage et de gestion de la maintenance sur 35 points,
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 19 juin 2018 a classé les offres et choisi l'entreprise Services Maintenance Energies 505 Rue Louis Lépine à Montpellier présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°5057DC18 de conduite d'exploitation et de maintenance multitechnique de la médiathèque centrale Emile Zola à l'entreprise Services Maintenance Energies (SME) pour un montant forfaitaire annuel de 148 143,38 euros HT, soit 592 573,52 euros HT sur l'ensemble de la période, et des prestations ponctuelles rémunérées par application des quantités réellement exécutées aux prix indiqués sur le BPU, sans minimum ni maximum. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 12 mois reconductible trois fois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 933 et 903.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 5 oct. 2018

Signé.
Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER

Publiée le : 05/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-60608-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05/10/18

Réception en Préfecture : 05/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société OC
MILLÉNAIRE dans la ZAC PORT
MARIANNE - HIPPOCRATE à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain.
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Port Marianne – Hippocrate à Montpellier : la SCI OC MILLENAIRE est candidate à l'acquisition du lot G de 2 773 m² pour la construction d'un centre de soins/structure

hospitalière de 3 043 m² de surface de plancher, destiné à l'extension de la clinique du Millénaire. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 3 044 m².

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la SCI OC MILLENAIRE ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 oct. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 19/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-60594-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/10/18

Réception en Préfecture : 19/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi

Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société TAPALAS dans
les Ateliers Relais de Prades-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans Les Ateliers Relais de Prades-le-Lez : la société TAPALAS, représentée par Monsieur Teddy GOSSELET est une SARL dont l'activité est la vente à distance
Locataire du lot A10 de 112.50 m² depuis 2016, elle est candidate au renouvellement de son bail pour une durée de 36 mois.
L'entreprise compte 1 personne.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société TAPALAS ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Toute personne ayant reçu délégation est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 oct. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 19/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-60584-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/10/18

Réception en Préfecture : 19/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société MOOD
EDITION dans l'Hôtel d'Entreprises du
Millénaire à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier : la société MOOD EDITION, représentée par Monsieur Laurent TATON est une SAS dont l'activité est la conception, le développement, la mise en œuvre et commercialisation de solutions et de services informatiques communicants. Elle est candidate à la location des lots B10A-1, B10A-2, B10A-4 et B10A-5 d'une surface totale de 108 m² à compter du 3 octobre 2018 et jusqu'à démolition complète de l'immeuble qui n'interviendra pas avant le 31 décembre 2019. L'entreprise projette un effectif de 8 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société MOOD EDITION ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 oct. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 19/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-60564-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/10/18

Réception en Préfecture : 19/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi

Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société DEINOVE dans
l'immeuble CAP SIGMA à Grabels**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Immeuble CAP GAMMA à Grabels : la société DEINOVE, représentée par Monsieur Emmanuel PETIOT a pour activité la biotechnologie (biocarburant, chimie verte) et la recherche scientifique. Déjà locataire des lots 0.2, 1.1, 2.1 et 2.2 représentant 1 490 m² dans le bâtiment, la société est candidate à la location du lot CS 0.4 de 43.50 m² (local loué brut pour stockage d'archives) pour une période 36 mois.
L'entreprise projette un effectif de 54 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société DEINOVE ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 oct. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 19/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-60551-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/10/18

Réception en Préfecture : 19/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société ITK
au sein de la pépinière d'entreprises Cap
Alpha**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération du Conseil n° 15124 du 20 décembre 2017 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2018 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,

- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 30 mars 2007 passée entre la Métropole et la société ITK pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 04 avril 2018,

- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société ITK n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ITK pour une période de six mois à compter de sa notification et jusqu'au 31 mars 2019.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ITK pour la surface de 472,72 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 5 711,93 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°15124 du Conseil en date du 20 décembre 2017.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 oct. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 24/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-60504-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24/10/18

Réception en Préfecture : 24/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
IMAGEAU au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Alpha**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération du Conseil n°15124 du 20 décembre 2017 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2018 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 01 octobre 2011 passée entre la Métropole et la société IMAGEAU pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises

Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 16 juillet 2018,

- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société IMAGEAU n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire.

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société IMAGEAU pour une période de trois mois à compter de sa notification et jusqu'au 31 décembre 2018.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société IMAGEAU pour la surface totale de 161,55 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 1 266,78 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°15124 du Conseil en date du 20 décembre 2017.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 oct. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 24/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-60428-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24/10/18

Réception en Préfecture : 24/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n° 5086 VD 18
d'entretien et de réparation des bennes
amovibles des déchèteries de Montpellier
Méditerranée Métropole - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération du Conseil n°14772 en date du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de passer un marché d'entretien et de réparation des bennes amovibles des déchèteries de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- qu'une procédure adaptée a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord cadre mono-attributaire à bons de commande,

conformément aux articles 78 et 80 du décret n°2016-360, d'une durée de 3 ans à compter de sa notification.

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif (40%) et la valeur technique au regard de la note méthodologique (60%).

- qu'après analyse, l'entreprise S.M.N. sise 351 rue de la Castelle, BP 1231, 34 073 Montpellier cedex 3, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché 5086 VD 18 à l'entreprise S.M.N., pour un montant maximum de 220 000 euros H.T. Il est conclu pour une période de 3 ans à compter de sa notification.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9 nov. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAL**

Publiée le : 09/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-60290-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 09/11/18

Réception en Préfecture : 09/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5202DC18
de maintenance des moyens de secours
dans les bâtiments culturels**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT :**
 - qu'il est nécessaire de conclure un marché pour la maintenance des moyens de secours dans les bâtiments culturels ;
 - qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à prix mixtes pour une durée d'un an à compter de la notification, reconductible 3 fois par tacite reconduction ;
 - les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Prix des prestations, 40% ;
 - Valeur technique de l'offre, 60%,
- qu'après analyse, l'entreprise ALYL SECURITE INCENDIE, 97 rue des Allobroges, 38180 SEYSSINS, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché de maintenance des moyens de secours dans les bâtiments culturels à l'entreprise ALYL SECURITE INCENDIE, pour un montant forfaitaire annuel de 3115 € HT et des prestations ponctuelles rémunérées par application des quantités réellement exécutées aux prix indiqués sur le Bordereau Unitaire des Prix, sans minimum et avec un maximum annuel de 16 885 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 oct. 2018

Signé.

**Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER**

Publiée le : 19/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-60167-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/10/18

Réception en Préfecture : 19/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 à la
convention de Mécénat de la société Jean
Larnaudie SNC pour l'acquisition d'une
oeuvre de Joseph Wright of Derby "Vue de
Florence et de l'Arno, vue de l'ouest"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDERANT :

- que par décision n°D2017-387 a été autorisée la signature d'une convention de mécénat qui définissait les conditions dans lesquelles le Mécène apportait son soutien à l'acquisition du tableau de Joseph Wright of Derby, *Vue de Florence et de l'Arno, vue de l'ouest* pour un montant de 100 000 € (Cent mille euros).
- qu'une erreur matérielle a été commise dans la présentation des parties et qu'il y a lieu de conclure un avenant n°1 à la convention de mécénat précitée, afin de remplacer les coordonnées de la société SOCIETE NOUVELLE LARNAUDIE qui ont été indiquées en lieu et place de celles de la société JEAN LARNAUDIE, cette dernière société venant aux droits de la société SOCIETE NOUVELLE LARNAUDIE au terme d'une transmission universelle de patrimoine intervenue en 2003.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole autorise la signature de l'avenant n°1 à la convention de Mécénat afin de remplacer le Mécène précédemment indiqué par : LA SOCIETE JEAN LARNAUDIE, dont le siège social est sis 49, avenue d'Iéna 75116 PARIS, représentée par son gérant la société MELTEM, elle-même représentée par Monsieur Arthur d'ESPOUS.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cette effet à signer l'avenant n°1 et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le 19 oct. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 19/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-60262-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/10/18

Réception en Préfecture : 19/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la poursuite de la
procédure de transfert d'office dans le
domaine public métropolitain de la
parcelle cadastrée AS 227, constituant
l'impasse des Géraniums - Commune de
Castelnau-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.318-3, R.318-7, R.318-10 et R.318-11,
- **VU** le Code de la voirie routière, notamment les articles R 141-4 à 141-10,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la décision n° 2018-615 en date du 25 juillet 2018 relative au recours à la procédure de transfert d'office en vue d'intégrer la parcelle cadastrée AS 227 dans le domaine public métropolitain – Commune de Castelnau-le-Lez,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment, autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants

de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'arrêté n° MAR 2018-0190 en date du 24 août 2018 portant ouverture d'une enquête publique relative au transfert d'office de la parcelle cadastrée AS 227, constituant l'impasse des Géraniums, dans le domaine public métropolitain – commune de Castelnau-le-Lez,

CONSIDERANT la nécessité de poursuivre la procédure de transfert d'office dans le domaine public métropolitain de la parcelle cadastrée AS 227,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Conformément à l'article R.318-10 du Code de l'urbanisme, Montpellier Méditerranée Métropole émet un avis favorable sur le projet de transfert d'office dans le domaine public métropolitain de la parcelle cadastrée AS 227 constituant l'impasse des Géraniums située sur la commune de Castelnau-le-Lez.

ARTICLE 2 : La procédure de transfert d'office est poursuivie.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 oct. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 19/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-60135-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/10/18

Réception en Préfecture : 19/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

Service Gestion Multimodale des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°2 au marché
n°4331DM16 de fournitures d'équipements
pour la maintenance du parc existant des
fermetures automatiques**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la délibération n°14050 en date du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,
 - **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine des « Transports et Mobilité » ;
- **Considérant** le marché n°4331DM16 de fournitures et d'équipements pour la maintenance du parc existant des fermetures automatiques, notifié le 24 mai 2015 et attribué à l'entreprise CITINNOV pour un montant annuel de 200 000 € HT ;
- **Considérant :**

- Que le projet d'avenant a pour objet l'augmentation du marché annuel afin de pouvoir continuer à assurer la maintenance du parc existant (72 sites, 130 bornes) jusqu'à la fin de l'année en cours (2018), date de la fin du marché, en raison de la survenance d'événements imprévisibles (destruction de trois totems d'entrées nécessaires pour le contrôle d'accès à l'aire piétonne) qui ont occasionné une consommation anormale.
- Que la Commission d'Appel d'offres de Montpellier Méditerranée Métropole a rendu un avis favorable à ce projet lors de sa séance du 11 septembre 2018.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché 4331DM16 - Marché de fournitures d'équipements pour la maintenance du parc existant des fermetures automatiques à la société CITINNOV, pour porter le montant maximal annuel de 200 000 € HT à 240 000 € HT.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur les budgets 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 nov. 2018

Signé.

Monsieur le Vice-Président délégué

Jean-Pierre RICO

Publiée le : 12/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-60061-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/11/18

Réception en Préfecture : 12/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession pour réforme
d'un poids-lourd vétuste de marque
Renault immatriculé EH-661-LE - Hôtel
des ventes de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole»,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule poids-lourd vétuste de marque Renault immatriculé EH-661-LE et qu'il convient de le réformer.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme pour cause de vétusté le véhicule poids-lourd de marque Renault immatriculé EH-661-LE et le cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 5 nov. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 05/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-60028-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05/11/18

Réception en Préfecture : 05/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle cadastrée AS 303 auprès des époux
BRENGUER chemin des Bugadières -
Commune de Montferrier-sur-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** l'accord des époux BRENGUER sur les termes de la négociation en date du 10 août 2018,
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir la parcelle cadastrée AS 303 à titre de régularisation foncière, car cette parcelle est déjà aménagée en voirie.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès des époux BRENGUER, la parcelle cadastrée AS 303 d'une superficie de 53 m², située chemin des Bugadières à Montferrier-sur-Lez, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix de 30€/m², soit un montant total de 1 590€ (*mille cinq cent quatre-vingt-dix euros*).

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : L'office notarial du Pic Saint-Loup à Prades-le-Lez se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 oct. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 24/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-60017-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24/10/18

Réception en Préfecture : 24/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle cadastrée BR n°11 sise commune
de Saint Jean de Védas - Aménagement
d'une aire de grand passage**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Annie YAGUE en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Annie YAGUE dans les domaines de la «Cohésion sociale, de la politique de la ville, de la lutte contre les discriminations, de l'insertion par l'emploi, des aires d'accueil des gens du voyage, de la gestion des temps, de l'accessibilité et du handicap »,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** la promesse unilatérale de vente consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole le 23 août 2018 par Madame ROUVIERE Françoise, épouse CRASSOUS, portant sur la parcelle cadastrée BR n°11, d'une superficie cadastrale de 9 669 m² sise commune de Saint-Jean-de-Védas, moyennant un prix de 96 690 € toutes indemnités confondues, y compris l'indemnité de remploi due au titre de la déclaration d'utilité publique demandée par Montpellier Méditerranée Métropole d'un montant de 9 699 € (neuf mille six cent quatre-vingt-dix-neuf euros),

- **VU** l'avis des services de France Domaine en date du 22 juin 2018,

- **CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir cette parcelle afin d'aménager une aire de grand passage pour les gens du voyage de 180 places sur la commune de Saint Jean de Védas permettant de satisfaire aux objectifs du Schéma Départemental d'Accueil et d'Habitat des gens du voyage.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert, auprès de Madame ROUVIERE Françoise, épouse CRASSOUS, domiciliée Villarivon à Les Chapelles (73700), la parcelle cadastrée BR n°11 d'une superficie cadastrale 9 669 m², sise commune de Saint Jean de Védas.

ARTICLE 2 : L'acquisition aura lieu moyennant le prix de 96 690 € (quatre vingt seize mille six cent quatre-vingt-dix euros) toutes indemnités confondues y compris l'indemnité de remploi due au titre de la déclaration d'utilité publique demandée par Montpellier Méditerranée Métropole d'un montant de 9 699 € (neuf mille six cent quatre-vingt-dix-neuf euros), majoré des frais d'actes restant à la charge de la Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au chapitre 905 du budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : D'autoriser tout personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'acte authentique d'acquisition des parcelles visées à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 oct. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 19/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-60013-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/10/18

Réception en Préfecture : 19/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Assurances / CADA

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative aux sinistres du 28 février
2018 et 1er mars 2018 - Indemnités
d'assurances - Acceptation d'une offre
d'indemnisation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'autoriser l'acceptation d'indemnités d'assurances en réparation des préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole, en exécution de ses contrats d'assurances, dont le montant est supérieur à 5 000 € ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « de l'Administration Générale, du Contentieux, des Affaires Juridiques et du Protocole » ;
- **VU** la proposition d'Affiliated FM, compagnie d'assurances dommages aux biens de Montpellier Méditerranée Métropole, du versement de l'indemnité d'assurances d'un montant de 71 892€uros suite à la déclaration de sinistre consécutive aux chutes de neige du 28 février et 1^{er} mars 2018, ayant causés des dommages matériels sur différents bâtiments et sites.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte l'indemnité d'assurances d'un montant total de 71 892 €.

ARTICLE 2 : Les recettes relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 3 : Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente dans le domaine « de l'Administration Générale, du Contentieux, des Affaires Juridiques et du Protocole » est autorisée à signer l'acceptation d'indemnité conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 nov. 2018

Signé.

Madame la Vice-Présidente déléguée

Isabelle GUIRAUD

Publiée le : 12/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-60029-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/11/18

Réception en Préfecture : 12/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**ZAC Pierres Vives - Parcelles TV 11 et TV
13 - Convention de participation entre
Montpellier Méditerranée Métropole / Sarl
TERBOIS / Territoire 34**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** le Code de l'urbanisme notamment l'article L.311-4 ;
- **VU** la délibération n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** les délégations permanentes accordées par la Conseil de Métropole au Président notamment celle d'autoriser la passation de convention de participation prévue à l'article L 311-4 du Code de l'urbanisme ;
- **VU** la délibération du Conseil Départemental en date du 22 octobre 2007 approuvant le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté Pierres Vives ;
- **VU** la délibération du Conseil Départemental du 8 octobre 2009 approuvant les termes de la concession d'aménagement confiant à la Société Territoires 34 l'aménagement de la ZAC de la Pierres Vives ;
- **VU** la délibération du Conseil Départemental en date du 13 septembre 2010 approuvant le dossier de réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté Pierres Vives ;
- **VU** la concession d'aménagement signée le 08 octobre 2009 ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal Marion, dans le domaine du développement économique, à l'enseignement supérieur, à la recherche et l'innovation, à la French Tech, à l'artisanat, à la planification urbaine (SCoT, PLUi) ;

Considérant :

- Que la Sarl TERBOIS, constructeur, souhaite réaliser la construction d'un ensemble immobilier de 78 logements collectifs en accession libre dans le périmètre de la ZAC Pierres Vives sur les parcelles TV 9, TV 11, TV 13 et TV 146 ;

- Qu'il y a lieu d'établir, en vue de la joindre à une demande de permis de construire, une convention de participation entre Montpellier Méditerranée Métropole, la société TERBOIS et la Société Territoire 34 afin de préciser les conditions de participation financière au coût de l'équipement de la Zone d'Aménagement Concerté de Pierres Vives, les parcelles cadastrées section TV 11 et TV 13 objet de la moitié du programme de construction, celles-ci n'étant pas propriétés de l'aménageur de la ZAC ;

- Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagée, résumés comme suit :
 - surface de plancher (SDP) envisagée : 4 183 m² SDP à usage d'habitation en accession libre dont la moitié soit 2 091 m² SDP à réaliser sur les parcelles TV 11 et TV 13 objet de la présente décision ;
 - Calcul du montant estimé de la participation :
 - Base de calcul : 225€/m² SDP
 - $2\,091\text{ m}^2 \times 225\text{ €} = 470\,475\text{ €}$

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention de participation au coût des équipements publics de la ZAC Pierres Vives est conclue avec le constructeur à savoir la société TERBOIS et l'aménageur à savoir la Société Territoire 34 :

ARTICLE 2 : Le montant de cette participation est fixé 225€/m² de surface de plancher soit un montant total estimé à $2\,091\text{ m}^2 \times 225\text{ €} = 470\,475\text{ €}$. Le montant total définitif de la participation du constructeur sera calculé sur la base de la moitié du nombre de m² SDP autorisés par le permis de construire effectivement délivré.

ARTICLE 3 : Le montant de la participation sera versé directement au bénéfice de la Société Territoire 34 conformément à l'article 4 de la convention de participation.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention visée à l'article 1 et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 5 oct. 2018

Signé.
Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION

Publiée le : 05/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-59931-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05/10/18

Réception en Préfecture : 05/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle cadastrée AO 342 copropriété
"Les Terrasses des 4 Seigneurs" rue des
Quatre Vents - Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Montpellier et l'opération de voirie C 94 qui prévoit l'élargissement de la rue des Quatre Vents,
- **VU** le procès-verbal de l'assemblée générale de la copropriété "Les Terrasses des 4 Seigneurs" en date du 20 juin 2018 et notamment la résolution N° 13, acceptant les modalités du transfert de propriété à Montpellier Méditerranée Métropole, de l'emprise concernée par la mise à l'alignement de la voie,
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir la parcelle cadastrée AO 342 d'une superficie de 22 m² concernée par l'élargissement de la rue des Quatre Vents, conformément à l'emplacement réservé inscrit au PLU,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la copropriété "Les Terrasses des 4 Seigneurs", représentée par son syndic, la parcelle cadastrée AO 342 d'une superficie de 22 m², afin d'élargir la rue des Quatre Vents, conformément à l'emplacement réservé inscrit au PLU de la commune.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix de 60€/m², soit un montant total de 1320€ (mille trois cent vingt euros).

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : L'office notarial d'Antigone à Montpellier se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 oct. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 24/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180101-59915-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24/10/18

Réception en Préfecture : 24/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché 3698 de
Mission de Coordination en matière de
Sécurité et de Protection de la santé pour
les travaux de l'intercepteur Est du
lotissement Navitau à la rue de Ferran à
Montpellier - lot 2 Tronçon aval
Avenant n°2 - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement » ;

- **VU** la décision n°D2014-711 du 31/12/2014 attribuant le marché 3698 relatif à la mission de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé pour la construction de l'intercepteur Est du lotissement Navitau à la rue de Ferran à Montpellier lot n° 2 : tronçon aval à l'entreprise AASCO sise 3 rue du couvent – 84 350 COURTHEZON pour un montant de 6 400 € HT et pour une durée de 11 mois à compter de l'ordre de service ;

- **VU** la décision n°D2016-506 du 08/08/2016 autorisant la signature de l'avenant n°1 au marché 3698 relatif à la mission de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé pour la construction de l'intercepteur Est du lotissement Navitau à la rue de Ferran à Montpellier lot n° 2 : tronçon aval avec l'entreprise AASCO sise 3 rue du couvent – 84 350 COURTHEZON afin de reporter les travaux du chantier n°2 au printemps-été 2018 ;

CONSIDERANT :

- la nécessité de prolonger les délais d'exécution des prestations,

- l'augmentation des prestations demandées par le maître d'ouvrage à l'entreprise titulaire du marché.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché 3698 relatif à la mission de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé pour la construction de l'intercepteur Est du lotissement Navitau à la rue de Ferran à Montpellier lot n° 2 : tronçon aval avec l'entreprise AASCO sise 62 rue Césaria Evora – 84 350 COURTHEZON, avenant d'un montant de 1 440 € HT et prolongeant les délais de 2 mois soit jusqu'au 18/08/2018.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 8 nov. 2018

Signé.

Madame la Vice-Présidente déléguée

Jackie GALABRUN-BOULBES

Publiée le : 08/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-59988-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08/11/18

Réception en Préfecture : 08/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle H n°651 sise commune de Castries
- Réserves foncières pour l'extension de la
ligne 2 de tramway et la création d'un pôle
d'échange multimodal**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président
- **VU** l'arrêté de délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine des transports et de la mobilité,
- **VU** la promesse unilatérale de vente consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole le 17 septembre 2018 par Madame Michèle GASC et Monsieur Olivier GASC, portant sur la parcelle cadastrée H n°651, d'une superficie cadastrale de 10 312 m² sise commune de Castries, moyennant un prix de 61 872 € ;

- **CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir cette parcelle afin de constituer des réserves foncières destinées à la mise en œuvre d'un projet de pôle d'échange multimodal en vue de l'extension de la ligne de tramway n°2 jusqu'à la commune de Castries.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert, auprès de Madame Michèle GASC et Monsieur Olivier GASC, domiciliés ensemble Mas de Nau EST à Castries (34160), la parcelle H n°651, sise commune de Castries, d'une superficie cadastrale de 10 312 m².

ARTICLE 2 : L'acquisition de la parcelle cadastrée visée à l'article 1 aura lieu moyennant le prix de 61 872 € (soixante et un mille huit cent soixante douze euros) toutes indemnités confondues, majoré des frais d'acte restant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au chapitre 905 du budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'acte authentique d'acquisition de la parcelle visée à l'article 1 ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 oct. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 19/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-60041-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/10/18

Réception en Préfecture : 19/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n° 4980 VD 18
d'Assistance à Maitrise d'Ouvrage relatif à
l'évolution des filières de traitement des
déchets de Montpellier Méditerranée
Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération du Conseil n°14772 en date du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public

CONSIDERANT :

- Qu'il est nécessaire de passer un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage relatif à l'évolution des filières de traitement des déchets de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée, d'une durée de 12 mois (hors période de validation

du maître d'ouvrage). Le début d'exécution des études démarre à la date de notification du marché et s'achève au terme de ces 12 mois ;

-Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix des prestations (AE) au regard du montant figurant dans l'acte d'engagement en annexe 1 « répartition des honoraires de la mission » (40 %), la décomposition des temps passés par élément de mission (10 %) et la valeur technique appréciée au regard de la note méthodologique (50 %) ;

- Qu'après analyse, le mandataire solidaire du groupement conjoint d'entreprises MERLIN / ECOGEOS / ITINERAIRES AVOCATS sis au Multiparc du Salaison, Bât 9, 145 rue de la Marbrerie, 34 740 Vendargues, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché 4980bisVD18 au mandataire solidaire du groupement conjoint d'entreprises MERLIN / ECOGEOS / ITINERAIRES AVOCATS, pour un montant de 72 650, 00 euros H.T. soit 87 180, 00 € T.T.C. La durée du marché démarre à la date de notification du marché pour 12 mois.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 oct. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAL**

Publiée le : 10/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-59365-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/10/18

Réception en Préfecture : 10/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5056EA18 -
Prestations topographiques associées aux
travaux sur les réseaux humides et leurs
ouvrages sur le territoire de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération du Conseil n°14772 en date du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement » ;

CONSIDERANT :

- que des prestations topographiques et de géomètre en liaison avec les opérations sur les réseaux humides (eaux brute, eau potable, assainissement pluvial et assainissement des eaux usées) doivent être exécutées sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- qu'une procédure d'appel d'offres ouvert a été lancée conformément aux articles 25.I-1° et 67 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, ni maximum et un opérateur économique, pour une durée de 1 an à compter de sa notification, reconductible selon les conditions visées au C.C.A.P ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

1. Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
2. Prix des prestations au regard du Détail Quantitatif Estimatif : 40%

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 24 juillet 2018 a été informée du choix du groupement SCP BILICKI DHOMBRES OSMO FUZERE PELORCE (mandataire solidaire du groupement conjoint) / SARL CABINET PAGES TIP sis 134 RUE DE FONT CAUDE – 34080 MONTPELLIER présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°5056EA18 - Prestations topographiques associées aux travaux sur les réseaux humides et leurs ouvrages sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - au groupement SCP BILICKI DHOMBRES OSMO FUZERE PELORCE (mandataire solidaire du groupement conjoint) / SARL CABINET PAGES TIP sis à MONTPELLIER. L'accord-cadre est passé sans minimum ni maximum. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an reconductible selon les conditions visées au C.C.A.P.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 nov. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES**

Publiée le : 14/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-59205-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14/11/18

Réception en Préfecture : 14/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Cession d'une place de parking située dans
l'immeuble nommé "Acropole", 980
avenue Jean-Mermoz - Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine de l'administration générale, du contentieux, des affaires juridiques et du protocole,
- VU la demande d'acquisition formulée par une offre d'achat par la société AXIS MONTPELLIER le 17 septembre 2018,
- VU l'avis des Domaines en date du 6 septembre 2018,
- **CONSIDERANT** que la place de parking objet de l'offre d'achat de la société AXIS MONTPELLIER ne fait plus l'objet d'aucune utilisation par Montpellier Méditerranée Métropole

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à la société AXIS MONTPELLIER, domiciliée 68 rue de la République à Marseille (13002), dont le numéro de SIRET est le 827 443 565, représentée par M. Benoît JOBERT, la place de parking constituant le lot de copropriété numéro 28 d'une superficie d'environ 13m² de la parcelle cadastrée HI n°290 dans l'immeuble dénommé « l'Acropole », situé au 980 avenue Jean Mermoz à Montpellier (34000).

ARTICLE 2 : Cette cession a lieu moyennant le prix de dix-sept mille euros (17 000 €) hors taxe, régime de la TVA en sus. Les frais d'actes sont à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'acte de cession ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 oct. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 19/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-58920-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/10/18

Réception en Préfecture : 19/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la vente des parcelles
TX 74 et TX 75 au profit de la SA3M -
ZAC Parc 2000 Extension - Rue du Pilory -
Commune de Montpellier - Décision
portant abrogation de la décision D2018-
417**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €,
- **VU** la décision du Président n°D2018-128 en date du 13 avril 2018 relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public de deux emprises de 15 m² et 17 m² rue du Pilory à Montpellier,
- **VU** la demande d'acquisition faite par la SA3M (Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole) dans le cadre de la ZAC Parc 2000 Extension,
- **VU** l'avis de France Domaine n°2018-172V0138 en date du 14 février 2018,
- **VU** la décision n° 2018-417 en date du 14 juin 2018 relative à la vente des parcelles TX 74 et TX 75 au profit de la SERM,
- **CONSIDERANT** que l'acquéreur est la SA3M et non la SERM,

- **CONSIDERANT** qu'il convient de vendre à la SA3M, les parcelles TX 74 d'une contenance de 17 m² et TX 75 d'une contenance de 15 m², propriété de Montpellier Méditerranée Métropole, situées à l'intérieur du périmètre de la ZAC Parc 2000 Extension, rue Pilory à Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La présente décision abroge la décision n°2018-417 du 14 juin 2018.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole vend à la SA3M les parcelles TX 74 et TX 75 d'une superficie totale de 32 m², situées rue du Pilory à Montpellier, préalablement désaffectées et déclassées.

ARTICLE 3 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement conformément à l'évaluation établie par France Domaine.

ARTICLE 4 : L'étude de Maîtres Soulas-Bertrand, Bertrand-Bertault et Durand, notaires associés à Montpellier, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété, aux frais de la SA3M, acquéreur.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 oct. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 24/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-58836-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24/10/18

Réception en Préfecture : 24/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service Etudes Voiries Urbaines

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5136 EP 18 -
Réaménagement de l'avenue de Lodève à
Montpellier - Autorisation de signature -
Attribution du marché**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération n°14722 en date du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Pierre DUDIEUZERE en qualité de Vice-Président ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Pierre DUDIEUZERE, Vice-Président délégué à la Voirie et à l'Espace Public ;

CONSIDERANT :

- Les travaux de réaménagement de l'avenue de Lodève à Montpellier, dans sa partie comprise entre l'avenue des Moulins et le rond-point de Celleneuve ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 8 mois ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 60% pour le critère valeur technique et 40% pour le critère prix.
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 11 septembre 2018 a :
 - été informée du choix de l'entreprise COLAS Midi Méditerranée sise Parc de la Lauze – 10 rue St Exupéry à Saint Jean de Védas présentant l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 1 « voirie »,
 - été informée du choix de l'entreprise SPIE City Networks sise Parc d'Activités Marcel Dassault – 170 rue Henri Farman à Saint Jean de Védas présentant l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 2 « éclairage public et génie civil »,
 - été informée qu'aucune offre n'avait été remise concernant le lot 3 « régulation trafic » ; que ce lot a donc été déclaré infructueux,
 - été informée du choix de l'entreprise BRL sise ZAC Aéroportuaire Méditerranéen à Mauguio présentant l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 4 « espaces verts ».

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le lot 1 du marché de réaménagement de l'avenue de Lodève à l'entreprise COLAS Midi Méditerranée pour un montant estimatif de 699 139,50 euros HT. Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer. Sa durée est de 8 mois.

D'attribuer le lot 2 du marché de réaménagement de l'avenue de Lodève à l'entreprise SPIE City Networks pour un montant estimatif de 553 057,78 euros HT. Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer. Sa durée est de 8 mois.

D'attribuer le lot 4 du marché de réaménagement de l'avenue de Lodève à l'entreprise BRL pour un montant estimatif de 54 680,49 euros HT. Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer. Sa durée est de 8 mois ; les travaux de parachèvement et de confortement de certaines plantations ont une durée de 36 mois à compter du constat de mise en place.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 nov. 2018

Signé.

**Monsieur le Vice-Président délégué
Pierre DUDIEUZERE**

Publiée le : 12/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-58790-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/11/18

Réception en Préfecture : 12/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire

Décision n° MD2018-849

l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles en nature de voiries et espaces
communs Lotissement les Muriers -
Commune de Saint-Drézéry**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole.
- **VU** la demande de rétrocession des voies et espaces communs formulée par l'Association Syndicale du Lotissement les Muriers, afin de permettre le classement des emprises dans le domaine public de la Métropole.
- **VU** l'avis favorable du Pôle Cadoule-Bérange en date du 16 février 2018.
- **CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière des parcelles en nature de voies et espaces communs du lotissement « Les Muriers » situé à Saint-Drézéry.
- **CONSIDERANT** l'intérêt public d'acquérir ces espaces qui permettront de créer une liaison piétonne inter-quartier.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de l'Association Syndicale Libre les voiries du lotissement « Les Muriers », à savoir les parcelles cadastrées AH 672 (597 m²), AH 673 (88 m²) et AH 674 (310 m²) en vue de leur intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens vendus, à savoir des emprises intégrées dans la voirie.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 oct. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 19/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-58623-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/10/18

Réception en Préfecture : 19/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5034EA18 -
Démolition des ouvrages de la station
d'épuration de la commune de Sussargues
- Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- **VU** l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement » ;

CONSIDERANT :

- qu'une opération de nettoyage et une démolition des anciens ouvrages de la station d'épuration de Sussargues est nécessaire ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée pour une durée de 3 mois ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 1. Prix des prestations, au regard de la décomposition du prix global et forfaitaire : 50% ;
 2. Valeur technique : 50% ;
- qu'après analyse, le groupement SARL 4D/2LTD, 4D (mandataire solidaire du groupement conjoint) sis 115 bd de la Millière - 13011 MARSEILLE présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°5034EA18 au groupement SARL 4D /2LTD, 4D (mandataire solidaire du groupement conjoint) sis 115 bd de la Millière - 13011 MARSEILLE, pour un montant de 29 350 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Le délai d'exécution des travaux est de 3 mois (1 mois de préparation et 2 mois d'exécution).

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 oct. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES**

Publiée le : 23/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-58220-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23/10/18

Réception en Préfecture : 23/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Maîtrise d'Ouvrage

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative aux marchés de travaux
pour la réalisation du nouveau
Conservatoire à Rayonnement Régional
(CRR) - Attribution (mandat SA3M)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture ;
- **VU** la convention de mandat avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, dont la signature a été approuvée par délibération n°13710 en date du 14 avril 2016 ;

CONSIDERANT :

- que dans le cadre de l'opération de réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional, il est nécessaire de conclure un marché pour les travaux de construction du bâtiment ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 67 et 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché alloti pour une durée de 20 mois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : Valeur technique : 60% ; Prix : 40% ;
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 11 septembre 2018 a classé les offres et retenu les entreprises suivantes présentant l'offre économiquement la plus avantageuse :
 - Lot 2 : aménagements extérieurs – BRL EN
 - Lot 3 : installation de chantier - Terrassement - Gros œuvre – Charpente – EIFFAGE CONSTRUCTION
 - Lot 4 : couverture - Etanchéité - Terrasses végétalisées - SOPREMA
 - Lot 10 : cloisons - Doublages – Isolation – SBR DELTA
 - Lot 11 : plafonds suspendus – SBR DELTA
 - Lot 13 : revêtements de sols souples – GARCIA FILS
 - Lot 14 : peinture – Revêtements – LANGUEDOC CHANTIERS
 - Lot 15: sièges auditorium – SIGNATURE F
 - Lot 16 : signalétique fonctionnelle – EMPREINTE SIGNALETIQUE
 - Lot 18 : plomberie - Sanitaire - CVC – Désenfumage – AXIMA
 - Lot 19 : courants forts - Courants faibles – ENGIE INEO
 - Lot 20 : appareils élévateurs - OTIS
- que la procédure d'attribution des lots 10 et 11 à la société SBR DELTA a été déclarée sans suite au motif, d'une part, de la mise en redressement judiciaire de cette société et, d'autre part, de l'impossibilité d'attribuer au second tenant la fin de la procédure à son égard par l'envoi des courriers de rejet.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature du marché de travaux pour la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional avec les entreprises suivantes :

- Le lot 2 - Aménagements extérieurs est attribué à l'entreprise BRL située à Mauguio pour un montant de 247 525,38 € HT et pour une durée de 20 mois ;
- Le lot 3 - Installation de chantier - Terrassement – Gros œuvre – Charpente est attribué à l'entreprise EIFFAGE CONSTRUCTION située à Montpellier pour un montant de 7 340 000 € HT et pour une durée de 20 mois ;
- Le lot 4 - Couverture - Etanchéité – Terrasses végétalisées est attribué à l'entreprise SOPREMA située à Mauguio pour un montant de 651 020 € HT et pour une durée de 20 mois ;
- Le lot 13 - Revêtements de sols souples est attribué à l'entreprise GARCIA FILS située à Montpellier pour un montant de 232 858 € HT et pour une durée de 20 mois ;
- Le lot 14 - Peinture – Revêtements est attribué à l'entreprise LANGUEDOC CHANTIERS située à Bessan pour un montant de 258 106,51€ HT et pour une durée de 20 mois ;
- Le lot 15 - Sièges auditorium est attribué à l'entreprise SIGNATURE F située à Saint Astier pour un montant de 93 672 € HT et pour une durée de 20 mois ;
- Le lot 16 - Signalétique fonctionnelle est attribué à l'entreprise EMPREINTE SIGNALETIQUE située à Sainte-Foy d'Aigrefeuille pour un montant de 119 881 € HT et pour une durée de 20 mois ;
- Le lot 18 - Plomberie - Sanitaire - CVC – Désenfumage est attribué à l'entreprise AXIMA située à Lattes pour un montant de 4 235 000 € HT et pour une durée de 20 mois ;
- Le lot 19 - Courants forts - Courants faibles est attribué à l'entreprise ENGIE INEO située à Lattes pour un montant de 1 861 761,30 € HT et pour une durée de 20 mois ;
- Le Lot 20 - Appareils élévateurs est attribué à l'entreprise OTIS située à Montpellier pour un montant de 120 000 € HT et pour une durée de 20 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 oct. 2018

**Signé.
Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER**

Publiée le : 19/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-57511-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/10/18

Réception en Préfecture : 19/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi

Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société VALECO dans le
VEAS Parc 2000 à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier : la société VALECO, représentée par Monsieur Erick GAY est une SAS dont l'activité est la production d'énergies renouvelables.
Actuellement locataire des lots A11 (221.64 m²), B9-B10 (126.48 m²) et B08 (76.55 m²), la société est candidate à la location d'une surface supplémentaire, le lot B03/B04 de 96.22 m² (y/c quote-part de parties communes) pour une période 36 mois.
L'entreprise projette un effectif de 15 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société VALECO ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 oct. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 16/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-57418-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15/10/18

Réception en Préfecture : 15/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi

Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société SC BARBIER
M&P sur la ZAC Descartes à Lavérune**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain.
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC DESCARTES à Lavérune : la société SC BARBIER M&P est candidate à l'acquisition du lot 2 de 1 768 m² pour la réalisation d'un bâtiment de bureaux, ateliers et entrepôt de 1 350 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 1 350 m². L'utilisateur final sera la société LCB COSMETIQUES (fabrication de cosmétiques). La société prévoit un effectif de 20 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la SC BARBIER M&P ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 oct. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 16/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-57410-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15/10/18

Réception en Préfecture : 15/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature de
l'avenant n°1 au marché de Maîtrise
d'œuvre N°4716AT17 pour l'aménagement
de l'espace public Prado Concorde à
Castelnau-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération n°14772 en date du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Pierre DUDIEUZERE ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Pierre DUDIEUZERE dans le domaine de la voirie et de l'espace public ;
- **VU** le marché N°4716AT17 relatif à la mission de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement de l'espace public Prado Concorde sur la Commune de Castelnau-le-Lez ;

- VU la délibération N°M2018-345 relative à l'autorisation de signature de l'avenant N°1 à la convention de planification et aménagement durables du territoire, foncier – projet urbain partenarial (PUP) – Commune de Castelnau-le-Lez – Prado Concorde Charles de Gaulle Sud, modifiant le programme et le coût des équipements publics du PUP « périmétral » intégrant le réaménagement de la place de l'Etoile ;

CONSIDERANT :

- que le marché de maîtrise d'œuvre confié à la Société SITETUDES, pour un montant provisoire de 143 500 € HT, fixait l'enveloppe de travaux à 2 050 000 € HT (valeur 2016) ;
- que l'extension du périmètre des travaux a modifié le coût prévisionnel des travaux qui s'établit alors à 2 600 000 € HT ;
- que cette modification a été rendue nécessaire par des circonstances que le pouvoir adjudicateur ne pouvait pas prévoir ;
- que l'objet du présent avenant consiste à fixer le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre, conformément à l'annexe 1 de l'acte d'engagement.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant N°1 au marché N°4716AT17 de maîtrise d'œuvre relatif aux travaux d'aménagement de l'espace public Prado Concorde sur la Commune de Castelnau le Lez conclu avec la Société SITETUDES sise à Montpellier (34000) pour un montant de 38 500 € HT.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 oct. 2018

Signé.

**Monsieur le Vice-Président délégué
Pierre DUDIEUZERE**

Publiée le : 23/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-57300-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23/10/18

Réception en Préfecture : 23/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5063EA18 "
Anticipation et suivi en temps réel des
événements météorologiques"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération du Conseil n°14772 en date du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Jean-Marc LUSSERT en qualité de Vice-Président ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSERT dans le domaine « Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques »,

CONSIDERANT :

- que pour mieux anticiper et gérer les phénomènes intenses qui peuvent mener à une situation de crise, Montpellier Méditerranée Métropole a besoin d'un outil de vigilance météorologique,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée pour une durée de 1 an reconductible 3 fois par période d'un an,
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants

1. Valeur technique au regard du mémoire technique : 60 %
2. Prix des prestations au regard du forfait provisoire indiqué à l'A.E : 40 %
- Qu'après analyse, l'entreprise METEO FRANCE sise 2 boulevard Château Double - 13098 AIX EN PROVENCE présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°5063EA18 - Anticipation et suivi en temps réel des événements météorologiques à l'entreprise METEO France sise à AIX EN PROVENCE, pour un montant de 12 131 euros HT. Le marché est conclu pour une durée de 1 an et peut être reconduit de manière tacite 3 fois par période d'un an. Il prend effet à compter de sa notification.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 5 oct. 2018

Signé.

**Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Marc LUSSERT**

Publiée le : 05/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-56658-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05/10/18

Réception en Préfecture : 05/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n° 5098 VD 18
d'entretien des stations de refoulement du
complexe animalier à Villeneuve-lès-
Maguelone et de l'ancien centre de
stockage des déchets non dangereux du
Thôt à Lattes (34 - Hérault)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération n° 14772 en date du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;

CONSIDERANT :

- la nécessité de passer un marché pour l'entretien des stations de refoulement du complexe animalier NOE à Villeneuve-lès-Maguelone et de l'ancien centre de stockage des déchets non dangereux du Thôt à Lattes (34 – Hérault) ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée, d'une durée de trois ans, à compter de l'OS de démarrage des prestations obligatoires.
- les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : la valeur technique au regard de la note méthodologique (60%) et le prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif (40%) ;
- qu'après analyse, l'entreprise SARP MEDITERRANEE / SOMES sise 2443, avenue de Maurin, BP 75 527, 34 071 Montpellier cedex 3, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché 5098VD18 à l'entreprise SARP MEDITERRANEE / SOMES, pour un montant maximum de 82 000 € HT. La durée du marché est de trois ans à compter de l'ordre de démarrage des prestations obligatoires.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 5 oct. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAL**

Publiée le : 05/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-56569-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05/10/18

Réception en Préfecture : 05/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle AI 160 rue du Pouget - Commune
de Saussan**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** l'accord de Madame MORARGUES Olivia par courrier en date du 08 août 2018 pour céder la parcelle AI 160 d'une superficie de 156 m², située rue du Pouget à Saussan, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu de classer dans le domaine public métropolitain cette parcelle déjà aménagée en voirie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Madame MORARGUES Olivia, la parcelle AI 160 d'une superficie de 156 m², située rue du Pouget sur la commune de Saussan, en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : L'acquisition est consentie à un euro pour tout prix, avec dispense de paiement, compte-tenu de la nature du bien vendu.

ARTICLE 4 : Maître ESPERCE, notaire à Villeneuve-lès-Maguelone, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 6 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 oct. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 19/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-56620-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/10/18

Réception en Préfecture : 19/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature du marché
n°5139AT18 de travaux de dissimulation
des réseaux basse tension et éclairage
public sur l'avenue de Cournonterral à
Fabrègues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération n° 14772 en date du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Pierre DUDIEUZERE en tant que Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Pierre DUDIEUZERE dans les domaines de la voirie et de l'espace public ;

Considérant :

- qu'un besoin de dissimulation des réseaux basse tension et éclairage public doit être couvert sur l'avenue de Cournonterral à Fabrègues ;

- qu'une procédure adaptée ouverte passée en application de l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 a été lancée pour la passation du marché n°5139AT18 ordinaire à prix unitaire dont le délai maximum était fixé à 6 mois ;
- que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient pondérés à 60% pour la valeur technique au regard du mémoire technique et 40% pour le prix au regard des deux DQE ;
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 11/09/2018 a été informée du choix de l'attributaire suivant, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse : Serpollet Agence Méditerranée.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°5139AT18 relatif aux travaux de dissimulation des réseaux basse tension et éclairage public sur l'avenue de Cournonterral à Fabrègues à l'entreprise Serpollet Agence Méditerranée sise à Cournonterral (34660), pour un montant estimatif de 325 483,89 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Le délai d'exécution part de l'ordre de service de démarrage des prestations. Sa durée est de 5 mois, période de préparation de 1 mois comprise.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 nov. 2018

Signé.

**Monsieur le Vice-Président délégué
Pierre DUDIEUZERE**

Publiée le : 12/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-56469-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/11/18

Réception en Préfecture : 12/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'aliénation des parcelles
cadastrées AS 1, AS 3 et AS 70 au profit
des époux TISSERAND, lieudit Le
Poulaud - Commune de Lattes**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000€ et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000€,
- **VU** la décision du Président n° MD2018-584 en date du 11 juillet 2018 relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'un tronçon de l'ancienne route de Maurin nouvellement cadastré AS 70 – Commune de Lattes,
- **VU** la demande d'acquisition adressée par les époux TISSERAND à Montpellier Méditerranée Métropole en date du 4 mai 2018,
- **VU** l'avis de France Domaines n° 2018.129V0494 du 9 avril 2018,
- **CONSIDERANT** qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver ces emprises et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées sur ce secteur,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole vend aux époux TISSERAND, domiciliés impasse du Mas Saint Victor – Le Poulaud à Lattes, la parcelle cadastrée AS 70 (307 m²), délaissé de voirie mitoyen à leur propriété, préalablement désaffecté et déclassé ; ainsi que les parcelles cadastrées AS 1 (35 m²) et AS 3 (5 m²), délaissés de voirie du Département transférés à la Métropole, à titre de régularisation foncière car ces dernières sont déjà incorporées dans la propriété privée.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix de 10 €/m² soit un montant total de 3 470€ (*trois mille quatre cent soixante-dix euros*) conformément à l'avis des Domaines.

ARTICLE 3 : La recette relative à cette affaire sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Maître Christophe CLARET notaire à Villeneuve-lès-Maguelone, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété aux frais des époux TISSERAND.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 oct. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 19/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-56405-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/10/18

Réception en Préfecture : 19/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle AM 221 impasse de Bel Air et AM
224 route de Cournonterral - Commune de
Fabrègues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment pour autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole et pour autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- **VU** les accords des copropriétaires, Monsieur PONS Bernard, de Monsieur ACCARIES Pascal, de Monsieur TOURENE et Madame FONTAINE, de Madame HERVIER, de Madame AMBROSINO et de Madame MALEJAQ, pour céder la parcelle AM 221 (864 m²) située impasse de Bel Air et la parcelle AM 224 (36 m²) située route de Cournonterral à Fabrègues, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de classer dans le domaine public métropolitain la parcelle AM 221 correspondant à l'impasse de Bel Air à Fabrègues,
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir la parcelle précitée et la parcelle AM 224 dans le cadre des travaux d'aménagement de la route de Cournonterral à Fabrègues,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur PONS Bernard, de Monsieur ACCARIÈS Pascal, de Monsieur TOURENE et Madame FONTAINE, de Madame HERVIER, de Madame AMBROSINO et de Madame MALEJAQ, copropriétaires, la parcelle AM 221 (864 m²) soit l'impasse de Bel Air et la parcelle AM 224 (36 m²), située route de Cournonterral à Fabrègues pour permettre l'aménagement de la route de Cournonterral.

ARTICLE 2 : Les parcelles acquises seront intégrées au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : L'acquisition de la parcelle AM 221 est consentie à un euro (1 €) pour tout prix, avec dispense de paiement, compte-tenu de la nature du bien vendu.

ARTICLE 4 : Le prix d'acquisition de la parcelle AM 224 est de 10 € /m² TCC soit un total de 360 € TCC, montant qui sera réparti par le notaire entre les différents propriétaires.

ARTICLE 5 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 6 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 7 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 oct. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 24/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180101-56375-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24/10/18

Réception en Préfecture : 24/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au retour de bien à la
Commune de Castries de la parcelle A 2405
- Rue du Vieux Puits - Commune de
Castries**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** le Code de la voirie routière, notamment les articles L.112-8, L.141-3 et L.141-12,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €,
- **VU** la demande de la Commune de Castries qui souhaite récupérer l'emprise d'un ancien chemin communal inutilisé d'une superficie de 227 m² située rue du Vieux Puits à Castries,
- **VU** la décision n° D2018-075 en date du 13 Avril 2018 relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise de 227 m² à extraire du domaine public non cadastré, située rue du Vieux Puits à Castries
- **VU** l'estimation de France Domaine n°2018-058V0795 en date du 31 août 2018,
- **CONSIDERANT** qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver cette emprise, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées dans ce secteur,

- **CONSIDERANT** que la fonction de voirie de cette emprise n'est plus assurée et que, par conséquent, la Métropole n'est plus compétente pour entretenir ce bien,
- **CONSIDERANT** que la commune de CASTRIES est propriétaire de la parcelle voisine et que cette emprise permet d'améliorer l'accès à sa propriété,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à la commune de Castries, la parcelle A 2405 d'une superficie de 227 m² située rue du Vieux Puits à Castries.

ARTICLE 2 : Cette cession aura lieu à titre gratuit conformément à l'estimation établie par France Domaine, et dans la mesure où il s'agit d'un retour de bien entre deux collectivités publiques.

ARTICLE 3 : L'acte de transfert de propriété sera rédigé aux frais de l'acquéreur.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 oct. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 19/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-56325-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/10/18

Réception en Préfecture : 19/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un accord-cadre
n°4968EA18 - Risques pluvial et
inondations - Prestations topographiques
courantes et relevés de réseaux -
Lot n°1 "Prestations de topographies
courantes"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération n°14772 en date du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Jean-Marc LUSSERT en qualité de Vice-Président ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSERT dans le domaine « Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques »,

CONSIDERANT :

- que dans le cadre de l'exercice des compétences en matière de gestion des eaux pluviales, de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations, des prestations topographiques et de géomètre et des prestations foncières doivent être réalisées ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 25-I.1° et 67 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre en appel d'offres ouvert pour une durée de 1 an reconductible 3 fois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
1. Prix des prestations au regard du Détail Quantitatif Estimatif : 60% ;
2. Valeur technique au regard du mémoire technique : 40% ;
- qu'après analyse, le groupement SCP BILICKI DHOMBRES OSMO FUZERE PELORCE / SARL Cabinet PAGES - sis 134 rue de Font Caude 34080 MONTPELLIER présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer l'accord-cadre n°4968EA18 - Risques pluvial et inondations - Prestations topographiques courantes et relevés de réseaux - Lot n°1 : Prestations de topographies courantes au groupement SCP BILICKI DHOMBRES OSMO FUZERE PELORCE / SARL Cabinet PAGES. L'accord-cadre est passé sans minimum, ni maximum. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an reconductible 3 fois 1 an.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 oct. 2018

Signé.

**Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Marc LUSSERT**

Publiée le : 22/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-56303-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22/10/18

Réception en Préfecture : 22/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la désaffectation et au
déclassement du domaine public d'une
emprise de terrain Chemin de la Peyrière -
Commune de Saint Jean de Védas**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- **VU** le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12.
- **VU** la décision du Président n° 2015-828 en date du 08 janvier 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Saint Jean de Védas dans le domaine public métropolitain.
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine.
- **VU** la modification du tracé du chemin de la Peyrière, réalisée dans le cadre de l'aménagement de la ZAC Roquefraïsse sur la commune de Saint Jean de Védas.
- **CONSIDERANT** la nécessité de constater la désaffectation et de déclasser du domaine public une emprise d'une superficie de 496 m² environ à détacher du Chemin de la Peyrière, situé dans la ZAC Roquefraïsse sur la commune de Saint Jean de Védas, avant de pouvoir la céder.

- **CONSIDERANT** que cette emprise n'est pas affectée à l'usage public et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise d'une superficie de 496 m² environ à détacher du Chemin de la Peyrière situé dans la ZAC Roquefraïsse sur la commune de Saint Jean de Védas.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise d'une superficie de 496 m² environ à détacher du Chemin de la Peyrière situé dans la ZAC Roquefraïsse sur la commune de Saint Jean de Védas.

ARTICLE 3 : Les services du cadastre seront sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de l'emprise désaffectée et déclassée.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 oct. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 19/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-56250-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/10/18

Réception en Préfecture : 19/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Maîtrise d'Ouvrage

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Marché n°5120bisDC18 - Réaménagement
et traitement acoustique des espaces
d'accueil et d'optimisation de la
signalétique du musée Fabre - Lot 3
Signalétique - Attribution - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard Travier dans le domaine de la « Culture »,

CONSIDERANT :

- que dans le cadre du réaménagement, du traitement acoustique des espaces d'accueil et de l'optimisation de la signalétique du Musée Fabre, un marché doit être conclu pour le lot n° 3 signalétique.
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée pour une durée de 14 semaines dont 4 semaines de préparation.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 - Prix des prestations au regard de la décomposition du prix global et forfaitaire : 40%.
- qu'après analyse, l'entreprise MEDICIS située à Lyon présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le lot 3 – Signalétique du marché n°5120BisDC18 réaménagement, du traitement acoustique des espaces d'accueil et de l'optimisation de la signalétique du Musée Fabre à l'entreprise MEDICIS située à Lyon, pour un montant de 9 378,50 euros HT.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 5 oct. 2018

Signé.

Monsieur le Vice-Président délégué

Bernard TRAVIER

Publiée le : 05/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-56193-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05/10/18

Réception en Préfecture : 05/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n° 5104 VD 18
de collecte des papiers blancs de bureaux
des producteurs non ménagers sur le
territoire de Montpellier Méditerranée
Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- **VU** la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public,
- **CONSIDERANT :**
 - la nécessité de passer un marché de collecte des papiers blancs de bureaux des producteurs non ménagers sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée, pour une durée de 3 ans, après la période de préparation de 15 jours commençant à la notification.

- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres suivants : le prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif (40%) et la valeur technique au regard de la note méthodologique (60%).

- Qu'après analyse, l'entreprise LA FEUILLE D'ERABLE DE L'HERAULT sise au 809 rue Favre de Saint Castor, 34 080 Montpellier, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché à l'entreprise LA FEUILLE D'ERABLE DE L'HERAULT, pour un montant maximum de 220 999 € H.T (toutes prestations confondues) sur la durée totale du marché.

Les fournitures de corbeilles font l'objet d'un seuil maximum de 5 000 € H.T (inclus dans le seuil maximum de 220 999 € H.T).

Les recettes dues par l'entreprise à la métropole sont estimées à 90 000 € H.T.

Sa durée est de 3 ans (période de préparation de 15 jours comprise).

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 nov. 2018

Signé.

Madame la Vice-Présidente déléguée

Valérie BARTHAS-ORSAL

Publiée le : 12/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-54928-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/11/18

Réception en Préfecture : 12/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la constitution d'un
groupement de commandes publiques
ayant pour coordonnateur Montpellier
Méditerranée Métropole - Marché
n°5229MG18 - Acquisition et livraison de
vêtements professionnels et équipements de
protection individuelle**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Président ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés à l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques et Protocoles »,

CONSIDERANT :

- que dans l'objectif de réaliser des économies d'échelle, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de la Ville de Montpellier, et les Villes de Jacou, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Saint-Georges-d'Orques et de Villeneuve-lès-Maguelone ont la volonté de mettre en place un groupement de commandes pour le marché 5229MG18 - Acquisition et livraison de vêtements professionnels et équipements de protection individuelle,
- que Montpellier Méditerranée Métropole sera désignée coordonnateur de ce groupement et sa commission d'Appel d'Offres sera celle du groupement,
- qu'une procédure sera lancée conformément à l'article aux articles 78 à 80 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la forme d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum pour une durée de 1 an reconductible 3 fois à compter du 01/06/2019 ou de la notification si celle-ci est postérieure.
- qu'après recensement des besoins des membres et par lot, les montants d'achats estimés par an pour les communes concernées sont les suivants :

Lot n°1 : Vêtements protocolaires :

- Montpellier Méditerranée Métropole : 20 627 euros HT ;
- Ville de Montpellier : 50 000 euros HT.

Lot n° 2 : Vêtements professionnels (dont haute visibilité) :

- Montpellier Méditerranée Métropole : 11 380 euros HT ;
- Pérols : 8 000 euros HT ;
- Jacou : 4 900 euros HT ;
- Saint-Brès : 2 000 euros HT ;
- Villeneuve-lès-Maguelone : 3000 euros HT ;
- Prades-le-Lez : 2 607,50 euros HT ;
- Saint Georges d'Orques : 2 980 euros HT.

Lot n°3 : Chaussures de sécurité :

- Montpellier Méditerranée Métropole : 23 877 euros HT ;
- Pérols : 3 000 euros HT ;
- Jacou : 1 500 euros HT ;
- Saint-Brès : 300 euros HT ;
- Villeneuve-lès-Maguelone : 900 euros HT ;
- Prades-le-Lez : 1 180 euros HT ;
- Saint Georges d'Orques : 850 euros HT ;
- CCAS de Montpellier : 13 500 euros HT.

Lot n°4 : Equipement de protection individuelle :

- Montpellier méditerranée Métropole : 85 675 euros HT ;
- Pérols : 4 000 euros HT ;
- Jacou : 2 400 euros HT ;
- Saint-Brès 700 euros HT
- Villeneuve-lès-Maguelone : 300 euros HT ;
- Prades-le-Lez 2 405 euros HT ;
- Saint Georges d'Orques : 900 euros HT ;
- CCAS de Montpellier : 3 500 euros HT.

Lot n° 5 : Vêtements de sport :

- Montpellier Méditerranée Métropole : 44 903 euros HT.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser l'établissement d'un groupement de commandes conformément à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et à la convention annexée entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de la Ville de Montpellier, et les Villes de Jacou, Montpellier, Pérols, Prades-le-Léz, Saint-Brès, Saint Georges d'Orques, et Villeneuve-lès-Maguelone.

ARTICLE 2 : D'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole, au nom du groupement de commandes, à lancer un appel d'offres concernant le marché 5229MG18 Acquisition et livraison de vêtements professionnels et équipements de protection individuelle pour un montant estimatif global de 1 197 538 HT toutes reconductions comprises soit 299 384,50 € HT par an

ARTICLE 3 : D'autoriser, préalablement à la procédure de mise en concurrence, toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention visée à l'article 1 et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 nov. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD**

Publiée le : 12/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-53804-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/11/18

Réception en Préfecture : 12/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la désaffectation et au
déclassement du domaine public d'une
emprise de 37 m² impasse rue Breton -
Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** le code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de la commune de Montpellier n°2015/514 en date du 17 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires dans le domaine public métropolitain,
- **VU** la décision du Président n° D2015-843 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires de la commune de Montpellier dans le domaine public métropolitain,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,

- **VU** la demande de Monsieur POCQUET Frédéric et de Madame GALOPPIN Nathalie, qui souhaitent acquérir l'impasse desservant uniquement ces deux propriétaires, située entre le 19 et 21 rue Breton à Montpellier, afin de fermer l'accès de cette impasse,
- **VU** les problèmes de sécurité que peut générer l'absence de fermeture de cette impasse,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de déclasser l'emprise à extraire du domaine public avant de pouvoir la céder et que cette emprise n'est affectée à aucun usage public,
- **CONSIDERANT** qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver cette emprise et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées dans ce secteur,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation du domaine public d'une emprise d'une superficie totale de 37 m² qui n'est pas affectée à l'usage du public, située entre le 19 et le 21 rue Breton à Montpellier.

ARTICLE 2 : Conformément aux dispositions de l'article L.141-3 du code de la voirie routière, cette emprise est déclassée du domaine public.

ARTICLE 3 : Les services du cadastre sont sollicités pour procéder au numérotage cadastral de cette emprise, qui est intégrée au domaine privé de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 oct. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 19/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-60381-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/10/18

Réception en Préfecture : 19/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité emploi

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un contrat
d'abonnement à l'application CLAUSE -
Attribution - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech, artisanat,

CONSIDERANT la nécessité de souscrire à un abonnement à l'application CLAUSE afin de gérer les clauses sociales dans les marchés publics de Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision N°D2016-470 est abrogée.

ARTICLE 2 : Un contrat d'abonnement est passé avec la Société Cityzen Up, Centre d'Affaires Eleusis 1, 1 rue Pierre Marie Curie, 22190 PLERIN (N° de SIRET : 420 871 717 00104).

ARTICLE 3 : Ce contrat concerne l'abonnement à l'application CLAUSE, l'hébergement des données, l'assistance à l'utilisation de l'application, la maintenance corrective de l'application et la maintenance évolutive de l'application.

ARTICLE 4 : Le contrat prend effet à la date de notification de la présente décision et court jusqu'au 31 décembre 2018. Il est renouvelable par tacite reconduction par période d'un an, sans pouvoir excéder 3 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2021.

ARTICLE 5 : L'abonnement concerne un maximum de 5 droits à connexions individuelles. Le montant forfaitaire mensuel pour une connexion est fixé à 35,11 € TTC, soit un budget maximal annuel de 2106,6€ TTC, sous réserve de la révision du prix de l'abonnement selon les conditions prévues à l'article 6.

ARTICLE 6 : Le prix de l'abonnement est modifiable une fois par an automatiquement, le 1er janvier de chaque année, par application de la formule inscrite au contrat annexé à cette décision en son article 7.1.4. « Révision des prix ».

ARTICLE 7 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le contrat visé à l'article 2 et plus généralement tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 oct. 2018

Signé.

Madame la Vice-Présidente déléguée

Chantal MARION

Publiée le : 22/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-51657-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22/10/18

Réception en Préfecture : 22/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un échange foncier sans
soulte avec le Groupe Immobilier
ANGELOTTI de deux parcelles situées sur
la commune de Saint Jean de Védas**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** le décret numéro 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la communauté d'agglomération de Montpellier.
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole.
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €.
- **VU** l'estimation de France Domaine en date du 23 novembre 2017, réf 2017-270V1548 qui fixe la valeur vénale du bien à 1880 € pour chacune des deux parcelles,
- **VU** la décision du Président n°2017-977 en date du 19 décembre 2017 relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une emprise d'une superficie de 30 m², nouvellement cadastrée AO 353, située rue Gratien Boyer, commune de Saint-Jean de Védas,

- **VU** l'accord du Groupe Immobilier ANGELOTTI par courrier en date du 21/12/2017 pour échanger la parcelle AO 353 d'une superficie de 30 m² issue du domaine public contre la parcelle AO 360 d'une superficie de 96 m²,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser l'échange foncier convenu entre le Groupe Immobilier Angelotti et Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** que l'acquisition par le groupe immobilier Angelotti de la parcelle AO 353, permettra la création d'une rampe d'accès pour les personnes à mobilité réduite facilitant l'accès aux futurs logements,
- **CONSIDERANT** que l'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole de la parcelle AO 360 permettra de réaliser les travaux d'élargissement de la rue de Roudères,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole vend au Groupe Immobilier ANGELOTTI ou toute autre personne venant en substitution de cette société, domiciliée Le Red Line, 85 avenue Georges Frêche à Castelnau-le-Lez, la parcelle nouvellement cadastrée AO 353 (30 m²) située rue Gratien Boyer, préalablement désaffectée et déclassée.

ARTICLE 2 : Le Groupe Immobilier ANGELOTTI ou toute autre personne venant en substitution de cette société vend à Montpellier Méditerranée Métropole la parcelle AO 360 (96 m²) située rue de Roudères.

ARTICLE 3 : L'échange foncier est proposé sans soulte eu égard à l'affectation des emprises acquises, à savoir la création d'une rampe à mobilité réduite sur la parcelle AO 353 et l'élargissement d'une rue pour la parcelle AO 360.

ARTICLE 4 : La parcelle AO 360, acquise par Montpellier Méditerranée Métropole sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 5 : Maître JONQUET-VALLAT, notaire à Montpellier, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété aux frais du Groupe Immobilier ANGELOTTI.

ARTICLE 6 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 oct. 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 19/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-51492-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/10/18

Réception en Préfecture : 19/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n° 5000 VD 18
de Suivi post exploitation des centres
d'enfouissement techniques du Thôt et des
Molières - Lots n° 1 et n° 2**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- **VU** la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public,

CONSIDERANT :

- la nécessité de passer un marché pour le suivi post exploitation des centres d'enfouissement techniques du Thôt et des Molières ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 25.I.1 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché passé en appel d'offre ouvert, pour une durée totale de trois ans, applicable à l'ensemble des lots (tranche ferme des lots 1 et 2).

Le marché est conclu, pour le lot n°1, pour une période initiale d'un an et peut être reconduit par période successive d'un an, pour une durée maximale de reconduction de deux ans.

Le marché est conclu, pour le lot n°2, pour une période initiale d'un an et peut être reconduit par période successive d'un an, pour une durée maximale de reconduction de deux ans ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : la valeur technique au regard du mémoire technique (60%) et le prix des prestations au regard du montant du DQE (40%).

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 17/07/2018 a :

- classé les offres et choisi, pour le lot n°1, l'entreprise SMTVD sise au 765, rue Henri Becquerel, 34 000 Montpellier, et pour le lot n°2 l'entreprise PRODEVAL sise à la ZA Rovoltain, 11 rue Olivier de Serres, Parc du 45 parallèle, 26 300 Châteauneuf sur Isère, présentant les offres économiquement les plus avantageuses,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le lot n° 1 du marché 5000 VD 18 à l'entreprise SMTVD, pour un montant global et forfaitaire annuel de 75 858,14 euros HT et des prestations ponctuelles plafonnées à 89 000 euros HT et d'attribuer le lot n° 2 à l'entreprise PRODEVAL, pour un montant maximum annuel de 20 000 euros HT.

Pour chaque lot, la durée est de 1 an à compter de sa notification. Il peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 2 ans.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 928.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 oct. 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAL**

Publiée le : 23/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-51052-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23/10/18

Réception en Préfecture : 23/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal

administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Réseau des Médiathèques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5031DC18
de prestations de nettoyage et entretien des
locaux, espaces intérieurs, extérieurs, et
vitrieres accessibles - Nettoyage des
espaces inaccessibles des médiathèques de
Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER,

CONSIDERANT :

- les besoins en prestations de nettoyage et entretien des locaux, espaces intérieurs, extérieurs, et vitrieres accessibles et de nettoyage des espaces inaccessibles des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole,
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 25-I. 1°, 67 à 68, 78 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Ce marché comprend des prestations ponctuelles respectant les dispositions des articles 78 et 80 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et faisant l'objet d'un

accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum (différend pour chaque lot) et un opérateur économique.

Ce marché est passé pour une durée d'un an, renouvelable trois fois un an ;

Cet appel d'offres ouvert est composé de 12 lots :

- lot 1 : Médiathèque Emile Zola, archives municipales de la ville de Montpellier, Médiathèque Federico Fellini, résidence de création littéraire,
 - lot 2 : Médiathèque Françoise Giroud,
 - lot 3 : Médiathèque Aimé Césaire,
 - lot 4 : Médiathèque La Gare,
 - lot 5 : Médiathèque Victor Hugo,
 - lot 6 : Médiathèque William Shakespeare,
 - lot 7 : Médiathèque Albert Camus,
 - lot 8 : Médiathèque Jean Giono,
 - lot 9 : Médiathèque Jean de La Fontaine,
 - lot 10 : Médiathèque George Sand,
 - lot 11 : bibliothèque Paul Langevin,
 - lot 12 : prestations de nettoyage inaccessibles et nettoyage des vitreries inaccessibles.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
- Prix des prestations, 40% ;
 - Valeur technique de l'offre, 60%.
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 17 juillet 2018 a classé les offres et choisi :
- L'entreprise Littoral Nettoyage située ZI 1064 avenue des Eaux Blanches 34200 Sète, pour le **lot 1 : médiathèque centrale Emile Zola, archives municipales de la ville de Montpellier, médiathèque Federico Fellini, résidence de création littéraire**, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
 - L'entreprise TFN Propreté PACA située 75 rue Marcellin Berthelot – L'Antelios – Bâtiment F – CS 40 549 – 13 594 Aix en Provence pour le **lot 2 : médiathèque Françoise Giroud**, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
 - L'entreprise SONEPRO (Société de Nettoyage Provençal) située Actipole 12 Bâtiment A – 7 traverse Gaston de Flotte – 13 012 Marseille pour le **lot 3 : médiathèque Aimé Césaire**, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
 - L'entreprise SASU HEXA NET située 151 avenue des Aygalades 13 015 Marseille pour le **lot 4 : médiathèque La Gare**, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
 - L'entreprise TFN Propreté PACA située 75 rue Marcellin Berthelot – L'Antelios – Bâtiment F – CS 40 549 – 13 594 Aix en Provence pour le **lot 6 : médiathèque William Shakespeare**, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
 - L'entreprise Sud Services SAS située PA La Garrigue – BP 21 – 34 171 Castelnau le Lez pour le **lot 7 : médiathèque Albert Camus**, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
 - L'entreprise SONEPRO (Société de Nettoyage Provençal) située Actipole 12 Bâtiment A – 7 traverse Gaston de Flotte – 13 012 Marseille pour le **lot 8 : médiathèque Jean Giono**, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
 - L'entreprise SASU HEXA NET située 151 avenue des Aygalades 13 015 Marseille pour le **lot 9 : médiathèque Jean De La Fontaine**, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
 - L'entreprise MMH située 65 rue de la Garriguette, 34130 Saint Aunès, pour le **lot 10 : médiathèque George Sand**, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
 - L'entreprise Littoral Nettoyage située ZI 1064 avenue des Eaux Blanches, 34200 Sète pour le **lot 11 : bibliothèque Paul Langevin**, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
 - L'entreprise SARL ALPIROC située 10 Parc Club Millénaire – 1025 avenue Henri Becquerel – 34 000 Montpellier pour le **lot 12 : prestations de nettoyage inaccessibles et nettoyage des vitreries inaccessibles**, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°5031DC18 de nettoyage et entretien des locaux, espaces intérieurs, extérieurs, vitreries accessibles et nettoyage des espaces inaccessibles des médiathèques

de Montpellier Méditerranée Métropole (les montants s'entendent toutes reconductions et tranches à notifier comprises) :

- **Pour le lot 1** (médiathèque Emile Zola, les archives municipales de la ville de Montpellier, la médiathèque Federico Fellini, la Résidence de création littéraire), à l'entreprise **Littoral Nettoyage**, pour un montant forfaitaire de **737 279,20 € HT** et un montant de prestations ponctuelles sans minimum et avec un maximum de **54 000€** pour la durée totale du marché,
- **Pour le lot 2** (médiathèque Françoise Giroud), à l'entreprise **TFN Propreté PACA**, pour un montant forfaitaire de **106 497, 60 € HT** et un montant de prestations ponctuelles sans minimum et avec un maximum de **880€** pour la durée totale du marché,
- **Pour le lot 3** (médiathèque Aimé Césaire), à l'entreprise **SONEPRO**, pour un montant forfaitaire de **99 128 € HT** et un montant de prestations ponctuelles sans minimum et avec un maximum de **880€** pour la durée totale du marché,
- **Pour le lot 4** (médiathèque La Gare), à l'entreprise **SASU HEXA NET**, pour un montant forfaitaire de **116 232,40 € HT** et un montant de prestations ponctuelles sans minimum et avec un maximum de **880€** pour la durée totale du marché,
- **Pour le lot 6** (médiathèque William Shakespeare), à l'entreprise **TFN Propreté PACA**, pour un montant forfaitaire de **84 821, 28 € HT** et un montant de prestations ponctuelles sans minimum et avec un maximum de **880€** pour la durée totale du marché,
- **Pour le lot 7** (médiathèque Albert Camus), à l'entreprise **Sud Services SAS**, pour un montant forfaitaire de **114 565, 32 € HT** et un montant de prestations ponctuelles sans minimum et avec un maximum de **880€** pour la durée totale du marché,
- **Pour le lot 8** (médiathèque Jean Giono), à l'entreprise **SONEPRO**, pour un montant forfaitaire de **114 300, 40 € HT** et un montant de prestations ponctuelles sans minimum et avec un maximum de **880€** pour la durée totale du marché,
- **Pour le lot 9** (médiathèque Jean De La Fontaine), à l'entreprise **SASU HEXA NET**, pour un montant forfaitaire de **49 276 € HT** et un montant de prestations ponctuelles sans minimum et avec un maximum de **880€** pour la durée totale du marché,
- **Pour le lot 10** (médiathèque George Sand), à l'entreprise **MMH**, pour un montant forfaitaire de **37 411, 20 € HT** et un montant de prestations ponctuelles sans minimum et avec un maximum de **880€** pour la durée totale du marché,
- **Pour le lot 11** (bibliothèque Paul Langevin), à l'entreprise **Littoral Nettoyage**, pour un montant forfaitaire de **28 001, 56 € HT** et un montant de prestations ponctuelles sans minimum et avec un maximum de **880€** pour la durée totale du marché,
- **Pour le lot 12** (prestations de nettoyage inaccessibles et nettoyage des vitreries inaccessibles), à l'entreprise **SARL ALPIROC**, pour un montant forfaitaire de **268 116 € HT** pour la durée totale du marché.

Le marché prend effet à compter de dates différentes selon les lots, soit :

- Pour le lot 1 : sa durée est de 1 an à compter du 24/09/2018 ou à la date de notification si elle est ultérieure,
- Pour le lot 2 : sa durée est de 1 an à compter du 01/01/2019 ou à la date de notification si elle est ultérieure,
- Pour le lot 3 : sa durée est de 1 an à compter du 01/08/2018 ou à la date de notification si elle est ultérieure,
- Pour le lot 4 : sa durée est de 1 an à compter du le 01/01/2019 ou à la date de notification si elle est ultérieure,
- Pour le lot 6 : sa durée est de 1 an à compter du 01/01/2019 ou à la date de notification si elle est ultérieure,
- Pour le lot 7 : le sa durée est de 1 an à compter du 01/01/2019 ou à la date de notification si elle est ultérieure,
- Pour le lot 8 : sa durée est de 1 an à compter du 01/01/2019 ou à la date de notification si elle est ultérieure,
- Pour le lot 9 : sa durée est de 1 an à compter du 01/01/2019 ou à la date de notification si elle est ultérieure,
- Pour le lot 10 : sa durée est de 1 an à compter du 01/01/2019 ou à la date de notification si elle est ultérieure,
- Pour le lot 11 : sa durée est de 1 an à compter du 01/01/2019 ou à la date de notification si elle est ultérieure,

- Pour le lot 12 : sa durée est de 1 an à compter du 24/09/2018 ou à la date de notification si elle est ultérieure.

L'accord-cadre pourra être reconduit par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 nov. 2018

Signé.
Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER

Publiée le : 12/11/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-50789-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/11/18

Réception en Préfecture : 12/11/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°3 de prix
nouveaux intégrés au marché n°4850AT17
de travaux de conservation et de
réparation des chaussées des routes
départementales - Lot 4 "Agence
Métropole"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération en Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Pierre DUDIEUZERE ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Pierre DUDIEUZERE dans les domaines de la voirie et de l'espace public ;

- **VU** la décision n°D2017-522 de transfert du Département de l'Hérault à Montpellier Méditerranée Métropole du lot n°4 « Agence Métropole » de l'accord-cadre n°4850AT17 (17/M0106) relatif aux travaux de conservation et de réparation des chaussées des routes départementales, conclu avec l'entreprise MALET, pour un montant minimum annuel de 70 000,00 euros HT et sans montant maximum, et pour une durée d'un an reconductible trois fois, sans excéder le 31 décembre 2020.

CONSIDÉRANT :

- Que dans le cadre de l'opération d'aménagement de trottoirs et de sécurisation des piétons sur routes départementales, il convient d'intégrer au lot n°4 « Agence Métropole » de l'accord-cadre n°4850AT17 les prix supplémentaires suivants :

- Prix 514 - Dépose de clôtures métalliques
- Prix 515 - Dépose de portillons d'accès piétons
- Prix 516 - Construction de chambre de tirage pour réseaux secs de type L1T
- Prix 517 - Dispositif de fermeture en fonte - chambre de tirage de type L1T de classe C250 pour trottoir
- Prix 518 - Fourniture et pose de clôtures soudées en panneaux rigides : Maille 50 x 100 mm d'une hauteur de 2m
- Prix 519 - BBSG 0/6 sur trottoir
- Prix 520 - Plus-value pour BBSG coloré

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°3 au lot n°4 « Agence Métropole » du marché n°4850AT17 (17/M0106) relatif aux travaux de conservation et de réparation des chaussées des routes départementales, conclu avec l'entreprise MALET.

ARTICLE 2 : Cet avenant n'a aucune incidence financière sur le montant de l'accord-cadre.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 oct. 2018

Signé.

**Monsieur le Vice-Président délégué
Pierre DUDIEUZERE**

Publiée le : 23/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-50550-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23/10/18

Réception en Préfecture : 23/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service Etudes Conduites Opérations Voiries Interurbaines

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5134EP18 -
Maîtrise d'oeuvre pour la réhabilitation de
l'ouvrage RD112/RN113 à Vendargues -
Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération du Conseil n°14772 en date du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Pierre DUDIEUZERE en qualité de Vice-Président ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Pierre DUDIEUZERE dans les domaines de la voirie et de l'espace public ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de réhabiliter l'ouvrage RD112/RN113 à Vendargues,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché pour une durée de 3 mois,
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
- Valeur technique au regard du mémoire technique : 60% ;
- Prix des prestations au regard de la décomposition du prix global et forfaitaire : 40% ;
- Qu'après analyse, l'entreprise SEDOA, 20 impasse de Courpouyan, 34990 JUVIGNAC présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°5134EP18 – Réhabilitation de l'ouvrage RD112/RN113 à Vendargues - à l'entreprise SEDOA, pour un montant de 25 000 euros HT. Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 oct. 2018

Signé.

**Monsieur le Vice-Président délégué
Pierre DUDIEUZERE**

Publiée le : 23/10/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-50179-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23/10/18

Réception en Préfecture : 23/10/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.